

LES ORGANISMES CORPORATIFS AGRICOLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 25 mai 1934, à 13 h.

PAR

P. BASTIEN

Président : M. AMIAUD, Professeur

Suffragants { MM. LEPARGNEUR
ROCHE-AGUSSOL } *Professeurs*

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON et Cie

160, RUE SAINT-JACQUES

—
1934



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**LES
ORGANISMES CORPORATIFS
AGRICOLES**

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES ORGANISMES CORPORATIFS AGRICOLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 25 mai 1934, à 13 h.

PAR

P. BASTIEN

Président : M. AMIAUD, Professeur

Suffragants { MM. LEPARGNEUR
 ROCHE-AGUSSOL } *Professeurs*

PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON et Cie
160, RUE SAINT-JACQUES

1934



TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	11
Situation juridique de l'agriculteur au regard de la loi française	13
L'agriculture et ses organismes corporatifs	16
 CHAPITRE PREMIER	
LES SYNDICATS AGRICOLES.....	19
a) Nature des opérations qui leurs sont permises.....	21
b) Conséquences fiscales	25
 CHAPITRE II	
LES COOPERATIVES AGRICOLES	29
I. Caractères principaux des sociétés coopératives agricoles et des sociétés agricoles d'intérêt collectif, placées sous le régime des lois du 5 août 1920 et des 7 et 30 décembre 1922	35
II. Relation entre les sociétés coopératives agricoles et les sociétés commerciales	38
A. Sociétés agricoles à forme civile	40
B. Sociétés agricoles constituées sous la forme anonyme ...	42
C. Les tendances actuelles des projets et propositions de loi concernant le statut juridique des coopératives agricoles	44
III. Les sociétés coopératives agricoles sont-elles assujetties aux impôts pesant sur les sociétés commerciales ?	49
A. Régime actuel	49
a) impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux..	50
b) taxe sur le chiffre d'affaires	50
c) taxe d'apprentissage	50
d) licence	50
B. Les tendances actuelles des projets et propositions de loi concernant le régime fiscal des coopératives agricoles	58

CHAPITRE III

LE CREDIT AGRICOLE 63**Tentatives d'organisation du crédit agricole en dehors des caisses mutuelles 63**

A. Le crédit direct par la Banque de France 65

B. Le crédit par les Warrants agricoles 66

Le crédit agricole mutuel 71

I. Evolution des institutions de crédit agricole 71

II. Organisation actuelle du crédit agricole mutuel 75

A. Caisses locales 75

B. Caisses régionales 77

C. Caisse nationale du crédit agricole 79

a) son organisation 79

b) ses fonctions 80

c) ses ressources 81

III. Régime juridique des caisses de crédit agricole et caractères de leurs opérations 84

A. Régime juridique des caisses de crédit 84

B) Caractères de ces caisses et de leurs opérations 88

a) Nature des sociétés de crédit agricole 88

b) Nature de leurs opérations 90

c) Les sociétés de crédit agricole et les impôts frappant les sociétés commerciales 91

IV. Opérations effectuées par ces sociétés 92

a) Opérations spéciales aux Caisses locales 92

b) Opérations spéciales aux Caisses régionales 93

c) Opérations communes 94

V. Le crédit individuel 95

a) Prêts à court terme 95

b) Prêts à moyen terme 97

c) Prêts individuels pour faciliter l'accèsion à la petite propriété rurale 98

VI. Le crédit collectif 99

a) Prêts à court terme 100

b) Prêts à moyen terme 101

c) Avances à long terme 102

ANNEXE 107

Les caisses rurales de crédit agricole 107

A. Origine des caisses rurales 107

B. Statut des caisses rurales L. Durand 108

C. Opérations effectuées par ces caisses 110

CONCLUSION	113
I. L'agriculteur pris isolément	113
II. L'agriculteur et les organismes créés par lui	114
BIBLIOGRAPHIE	118

INTRODUCTION

L'agriculture, depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, par l'extension de ses moyens de production, le perfectionnement de ses méthodes, la multiplicité des transformations de ses produits a subi une évolution économique profonde. En effet, l'agriculteur auparavant vivait à peu près sans contact avec les agglomérations urbaines, se contentant, après avoir prélevé sur les produits de ses récoltes ce qui était nécessaire à la vie de la ferme, de porter le surplus au marché le plus voisin. Son activité s'exerçait par suite dans un domaine restreint, bien conforme à son caractère de petit épargnant, parfois un peu méfiant et toujours soucieux de ne pas aliéner son indépendance.

Les conditions nouvelles de l'activité agricole, dues en particulier à la nécessité de pourvoir à la subsistance de centres urbains sans cesse plus considérables, se sont traduites par l'élargissement des marchés et des transactions, l'accroissement des vitesses et des distances de transport, la suppression de nombreux intermédiaires auxquels se sont substitués des groupements associés. L'agriculteur isolé n'a pu se maintenir sans évoluer dans le cadre de l'organisation rurale moderne : son activité s'étant à certains égards rapprochée de l'industrie et du commerce, il a subi leur influence, cherchant à emprunter

à la première ses instruments, ses méthodes et à prendre modèle sur les réglementations, les modes d'exécution, les mesures de protection du second. Il existe, par conséquent, certains points de jonction par lesquels l'agriculture tend à se rapprocher de l'industrie et du commerce et pour lesquels la ligne de démarcation s'estompe.

Cette évolution profonde a eu pour conséquence de montrer à l'agriculteur qu'il devait, pour augmenter le rendement de ses cultures, recourir aux engrais chimiques et aux machines agricoles perfectionnées que l'industrie met à sa disposition ; qu'il devait également, prenant modèle sur le commerçant, effectuer ses achats et ses ventes aux meilleurs cours et en les échelonnant sur un laps suffisant de temps ; qu'il devait enfin, pour remplir ce programme, recourir au crédit et à un crédit spécialement adapté à ses besoins.

Si le grand propriétaire terrien peut profiter de ces avantages, il n'en est pas de même du petit agriculteur, qui s'est trouvé en état d'infériorité tant qu'il n'a pas eu à sa disposition les moyens d'action puissants résultant de l'association et de l'organisation corporative.

Avant de parler des organismes corporatifs agricoles et d'exposer le plan que nous suivrons dans cette étude, il n'est pas sans intérêt de voir quelle est à l'heure actuelle la situation juridique de l'agriculteur pris isolément au regard de la loi française.

Situation juridique de l'agriculteur au regard de la loi française

Pour qu'une personne soit commerçante, il est nécessaire qu'elle fasse des actes de commerce et qu'elle les fasse habituellement, professionnellement (art. 1^{er} du Code de commerce), mais il faut atteindre l'art. 632 pour savoir ce que c'est qu'un acte de commerce et encore cet article ne donne-t-il qu'une énumération qui risquerait d'être limitative, si le bon sens ne lui concédait toutes les extensions nécessaires pour assouplir son texte.

Le critérium à retenir, permettant de reconnaître l'acte de commerce, est celui de *l'achat pour revendre* de denrées et marchandises, soit à l'état brut soit après les avoir travaillées et mises en œuvre. Par conséquent, le propriétaire ou le fermier, l'exploitant qui vend le produit de son sol, même après l'avoir travaillé ou transformé, même après l'avoir traité par un élément étranger (engrais venant s'incorporer au produit) ne fait pas acte de commerce.

Ce critère, particulièrement facile à reconnaître lorsque l'agriculteur vend uniquement des produits de son sol, est d'une application plus délicate lorsque celui-ci achète à l'extérieur le surplus de ce qu'il ne peut produire lui-même. Des difficultés se soulèvent dans le cas où une exploitation manufacturière adjointe à une entreprise agricole achète à l'extérieur le complément en pommes de terre ou en betteraves de ce que celle-ci ne peut fournir. La doctrine, dans ce cas, par application de l'adage « *major pars trahit ad se minorem* », admet que l'exploit-

tation conserve le caractère civil si les produits traités proviennent en majeure partie de l'entreprise agricole et prend le caractère commercial dans le cas contraire.

Le fisc, par une extension quelque peu abusive, a tiré parti de cette incertitude pour assimiler à des commerçants les éleveurs qui ne peuvent récolter dans leur propriété la totalité des aliments nécessaires à l'engraissement de leur bétail, prenant comme argument qu'il y a revente de la matière achetée après transformation ¹.

Bien plus, l'administration des finances, laissant de côté le point de vue juridique pour n'envisager que le côté économique, considère certaines opérations de transformation de produits agricoles *provenant exclusivement de l'exploitation* comme des opérations industrielles lorsque l'outillage prend une certaine importance : les cultivateurs de Seine-et-Oise et Seine-et-Marne ¹, qui traitent leurs betteraves dans des distilleries strictement familiales sont assujettis à l'impôt sur les bénéfices agricoles comme producteurs et à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux comme distillateurs, quoique leurs opérations ne comportent aucun achat pour revente.

Une telle interprétation conduit à l'arbitraire et le critère se dégageant des art. 630 et 632 du Code de commerce devrait être appliqué en toute rigueur. Nous aurons d'ailleurs à revenir sur ce point à propos des coopératives agricoles, alors que la distinction entre l'acte agricole et l'acte commercial devient délicate, par suite de la mise en commun des moyens de production, de transformation ou de conservation.

1. V. Académie d'agriculture. Procès-verbal de la séance du 9 janvier 1929.

Le fait pour l'agriculteur de ne pas être considéré comme commerçant entraîne des conséquences qui sont d'un intérêt primordial pour lui et qui peuvent brièvement se résumer comme suit : le tribunal normalement compétent pour juger ses litiges est le tribunal civil et les règles de la preuve seront celles énoncées par le Code civil, c'est-à-dire que, à l'inverse de ce qui a lieu en matière commerciale, la preuve testimoniale ne jouera qu'un rôle restreint (art. 1341 à 1348 du Code civil). Ceci peut d'ailleurs n'être pas sans inconvénients : l'agriculteur passant, par exemple, un marché de betteraves à un autre agriculteur, ne peut, par suite de la nature civile de l'acte, assigner celui-ci, en cas de contestation, devant la juridiction commerciale, malgré les avantages de simplicité et de rapidité que cette solution offrirait pour lui.

De même, la constitution de gage sera soumise aux prescriptions du Code civil (art. 2073 à 2084) sauf à appliquer, dans certains cas (voir p. 66), la loi sur les warrants agricoles qui a dérogé sur ce point au droit commun de façon utile. Enfin, l'agriculteur n'est pas tenu aux obligations du commerçant : tenue de livres, publication du contrat de mariage, et n'est soumis ni à la faillite, ni à la liquidation judiciaire.

On peut d'ailleurs se demander s'il ne serait pas intéressant de pouvoir appliquer à l'agriculteur les règles de la faillite. De plus en plus, en effet, par suite de l'extension du marché, de la circulation plus active des produits et de l'introduction de procédés modernes de culture, l'agriculteur se trouve en situation de débiteur vis-à-vis de personnes souvent nombreuses, éloignées, ne se connaissant pas. S'il ne fait pas face à ses engagements

les débiteurs peuvent pratiquer à son encontre les différentes saisies prévues par le Code civil, mais il n'y a aucune organisation de liquidation collective et sont payés les débiteurs les plus pressés à exercer les voies d'exécution : un tel état de choses est d'autant plus illogique que les opérations d'achat et de vente effectuées par les agriculteurs ont actuellement une complexité et une étendue voisine de celles effectuées par les commerçants. Il n'y aurait que des avantages à appliquer à l'agriculteur le mécanisme de la faillite, qui, d'ailleurs, étant essentiellement une institution de procédure, pourrait être étendue sans inconvénient à des débiteurs civils.

L'agriculture et ses organismes corporatifs

Ces brèves considérations sur la situation de l'agriculteur pris en tant qu'unité étant faites, il faut remarquer que, par suite de l'évolution de l'agriculture signalée précédemment, les agriculteurs ont dû se grouper pour faire face aux nécessités nouvelles de leur activité et c'est précisément de cette mise en commun des intérêts particuliers qu'est née l'organisation corporative actuelle.

Parmi les causes multiples de cette organisation (extension des marchés, développement des moyens de transport, etc...), on doit faire une place particulière à l'afflux sur le marché de produits étrangers à bas prix, afflux qui, vers 1880, a amené l'agriculteur, proie facile des spéculateurs, à une nouvelle conception du rôle de l'association.

Ainsi que l'a fait remarquer de Rocquigny¹ se sont

1. De Rocquigny, *Les syndicats agricoles et leur œuvre* ; A Colin, édit-1900.

créés successivement dans le temps des sociétés d'agriculture, des comices agricoles, puis, dès la promulgation de la loi du 21 mars 1884, des syndicats agricoles. Nous verrons, dans ce qui suit, que ces syndicats, créés initialement pour la défense des intérêts généraux de la profession, ont été conduits à effectuer pour leurs adhérents certaines opérations d'achat et de vente, sortant de leurs attributions primitives. Ces opérations ne se sont d'ailleurs pas étendues et, parallèlement aux progrès de l'idée de coopération, il y eu tendance à la spécialisation des fonctions économiques et à la création, à côté des syndicats et en rapport étroit avec eux, d'organismes coopératifs eux-mêmes spécialisés dans un domaine d'activité plus restreint, à savoir soit l'achat en commun et l'approvisionnement, soit la production, soit le crédit.

Nous aurons dans ce qui suit à étudier, en nous plaçant au point de vue droit privé, les divers organismes corporatifs que nous venons d'énumérer, à voir leur régime, qui résulte de l'emprunt d'un moule juridique soit à la législation civile, soit à la législation commerciale en vue de leur but particulier. De même, nous examinerons la nature de leurs actes, en nous attachant plus longuement à ceux qui se rapprochent de l'activité commerciale.

Parmi ces institutions, la coopération de crédit est une des plus importantes à l'heure actuelle. Nous nous efforcerons de montrer comment l'organisation du crédit agricole n'a pu se faire par appel aux institutions de crédit utilisées par les commerçants, mais a nécessité la création d'organismes spécialement adaptés aux besoins de l'agriculteur tant au point de vue montant et durée des prêts, qu'au point de vue des garanties exigées.

CHAPITRE PREMIER

LES SYNDICATS AGRICOLES

Les syndicats agricoles sont une des premières et des plus importantes manifestations de ce besoin que ressentait l'agriculture, vers 1880, de s'organiser, pour l'étude, la défense et le développement de ses intérêts professionnels. Les syndicats doivent être considérés comme l'élément premier, la cellule de base de cette organisation professionnelle ; ils sont placés sous le régime des lois du 21 mars 1884 et du 12 mars 1920, dont les dispositions ont été reprises dans la loi du 25 février 1927, portant codification des lois ouvrières (livre III du Code du travail et de la prévoyance sociale). Il est à remarquer que c'est par une modification de la dernière heure que fut reconnu expressément, en 1884, le droit pour les agriculteurs de se constituer en syndicats : en effet, le Sénat ajouta, le 21 février, à l'art. 3 déclarant que « les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels et commerciaux », le complément « et agricoles ».

Leur activité, rigoureusement limitée par la loi aux intérêts professionnels, s'exerce généralement dans un

domaine restreint, commune ou canton, sauf dans le cas des syndicats spécialisés (viticoles, pomologiques, etc...) qui s'étendent parfois sur un ou plusieurs départements. Les syndicats agricoles d'une même région pouvant avoir des intérêts communs ont le droit, pour l'étude et la défense de ces intérêts, de se constituer en *unions* de syndicats régulièrement constitués, possédant tous les droits conférés par la loi aux syndicats.

Peuvent faire partie des syndicats agricoles : toutes les personnes appartenant à la profession agricole ou s'y rattachant par une profession connexe. Il est admis que les propriétaires fonciers dont les terres sont exploitées par des fermiers et qui eux-mêmes ne cultivent aucune parcelle peuvent se syndiquer et, en fait, un grand nombre de propriétaires non exploitants sont membres des syndicats agricoles. Notons que les syndicats agricoles ne sont pas pratiquement des syndicats mixtes, forme souhaitée par le législateur, mais difficilement réalisable ; on trouve des syndicats de propriétaires, des syndicats d'ouvriers agricoles, de métayers, correspondant aux différents groupements sociaux, vivant côte à côte dans les campagnes. Il existe un nombre restreint de syndicats mixtes ainsi que quelques commissions mixtes, émanations du syndicat patronal et du syndicat ouvrier local, dont le but est de prendre des initiatives d'ordre professionnel et de prévenir les causes de conflits éventuels ¹.

Comme nous avons principalement en vue l'étude des organismes corporatifs créés par l'agriculteur pour

1. Exemple de la commission mixte des syndicats de Loupiac (*Bull. de l'Union centrale des syndicats des agriculteurs de France*, avril 1921).

faciliter et développer son activité agricole, nous n'insisterons pas sur les caractères communs à tous les syndicats, en particulier sur le caractère d'organe professionnel de défense, mais nous remarquerons que les agriculteurs, dès le début, ont tendu à utiliser le syndicat agricole pour les besoins de leurs exploitations (achat de semences, d'engrais, etc.)

Ceci nous amène à parler de la nature des opérations permises aux syndicats agricoles :

a. Nature des opérations permises aux syndicats agricoles.

Les syndicats professionnels ont, d'après l'art. 3 de la loi du 21 mars 1884, « exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ». Alors que les milieux commerçants et industriels ont vu principalement dans le syndicat un organe de défense de la profession, les syndicats agricoles, qui se sont créés nombreux dès 1884, ont cherché à tirer un profit immédiat et pratique de leur organisation.

Ils ont groupé les commandes de leurs membres pour les achats d'engrais, de semences, allant même jusqu'à acheter des produits qu'ils revendaient ensuite à leurs adhérents, produits n'ayant parfois aucun rapport avec les besoins de l'activité agricole (denrées, objets de consommation ou d'usage personnel) : en agissant ainsi ils se transformaient en « syndicats d'affaires »¹.

Une telle pratique sortait évidemment du cadre de la loi : les syndicats agricoles ou autres n'ont pas le droit

1. A. Nast, *Les syndicats agricoles*, p. 4, 1909.

de faire un commerce et de poursuivre des opérations en vue d'un lucre.

C'est ce que la jurisprudence a reconnu à plusieurs reprises avec plus ou moins de sévérité : le 30 juillet 1907, le syndicat de Consevoye était condamné par le tribunal de Montmédy pour avoir exploité une boutique d'épicerie ; le 22 octobre 1907, les syndicats de Chaumont-sur-Aire et de Courcelles-sur-Aire étaient dissous, sur jugement du tribunal de Bar-le-Duc, pour avoir vendu à leurs adhérents, ainsi qu'à des personnes étrangères aux syndicats, des articles « d'épicerie, quincaillerie, effets d'habillement et autres, n'ayant aucun rapport avec les intérêts agricoles pour lesquels ils étaient constitués et prévus dans leur statut ».

Le jugement du tribunal de Montmédy, confirmé par la Cour de Nancy, fit l'objet d'un pourvoi en cassation. La Cour de Cassation, le 29 mai 1908, rendit un arrêt de rejet, très important parce qu'il fixa la jurisprudence, interdisant aux syndicats agricoles de sortir de leur rôle professionnel, en accomplissant des actes propres aux coopératives de consommation.

A la suite de l'arrêt du 29 mai 1908, arrêt qui souleva une vive agitation dans les milieux agricoles, il apparaissait que le syndicat doit se borner à grouper gratuitement les commandes de ses adhérents, commandes intéressant l'activité professionnelle, et à répartir les marchandises reçues : est interdit l'achat pour revendre avec prélèvement d'un bénéfice.

En ce qui concerne une pratique courante des syndicats agricoles, consistant à acheter, sans commande préalable, des produits en vue des besoins normaux des adhérents, l'arrêt ne dit rien ; toutefois, si l'on se

réfère au rapport du conseiller Athalin, dont la Cour, dans son arrêt, avait adopté les conclusions, une telle opération semble devoir être considérée comme illégale. En fait, les syndicats ont continué d'agir, à ce point de vue, comme par le passé.

L'arrêt du 29 mai 1908 a donc limité les opérations permises aux syndicats agricoles et il a abouti à interdire à des établissements commerciaux, du type des syndicats agricoles de l'Aire, par exemple, de fonctionner sous le couvert de la loi de 1884.

Le syndicat étant plus précisément un organe d'étude et de défense, il était logique de confier à des entreprises coopératives la mission de réaliser pratiquement les opérations demandées par les agriculteurs pour lesquelles les syndicats sont mal organisés : c'est dans ce sens que les lois du 5 novembre 1894 et du 29 décembre 1906 avaient déjà décidé d'attribuer les opérations de crédit agricole et de coopération de production à des organismes distincts des syndicats agricoles. En fait, au fur et à mesure de l'extension et de la multiplication des opérations agricoles, la différenciation des fonctions économiques s'est accentuée avec pour conséquence le développement, à côté des syndicats et généralement en liaison avec eux, des organismes coopératifs agricoles. Pour les achats en commun toutefois, les syndicats agricoles continuaient leurs opérations, groupant les commandes et répartissant les marchandises reçues. La loi du 12 mars 1920 est venue donner un caractère légal aux opérations que les syndicats continuaient à effectuer.

« Ils peuvent, si leurs statuts les y autorisent et à

condition de ne pas distribuer de bénéfices, *même sous forme de ristournes*, à leurs membres :

« 1°. acheter pour les louer, prêter ou répartir entre leurs membres tous les objets nécessaires à l'exercice de leur profession : matières premières, outils, instruments, machines, engrais, semences, plants, animaux et matières alimentaires pour le bétail ;

« 2°. prêter leur entremise gratuite pour la vente des produits provenant exclusivement du travail personnel ou des exploitations des syndiqués, faciliter cette vente par expositions, annonces, publications, groupement de commandes, *sans pouvoir l'opérer sous leur nom et sous leur responsabilité*.

Le syndicat agricole ne peut donc que répartir entre ses membres les objets achetés, sans spéculer sur cette opération ; il doit s'abstenir de distribuer des bénéfices, même sous forme de ristournes, alors que cette dernière faculté est accordée aux coopératives. Le fait de spéculer sur l'acte d'entremise ou de poursuivre des bénéfices donnerait à l'opération le caractère d'un acte de commerce.

La loi donne des objets que peut acheter le syndicat une liste étendue, mais non indéfiniment extensible ; ils doivent être en rapport avec les besoins de la culture.

La loi du 5 août 1920, accentuant les progrès dans le sens de la distinction du syndicat agricole et des organismes coopératifs agricoles ¹, vint, quelques années plus tard, prévoir, dans son art. 22, la constitution de sociétés coopératives agricoles d'achat en commun et d'approvisionnement.

1. V. à ce sujet A. Nast. *Code de la coopération*, Sirey, 1928, p. 25.

b. Conséquences fiscales.

Ce qui précède montre que les syndicats agricoles peuvent effectuer des opérations d'achat et de revente qui, bien que présentant des caractères originaux, sont voisins, au point de vue économique, des transactions commerciales correspondantes. Ceci entraîne des conséquences fiscales que nous allons envisager ici :

Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ; taxe sur le chiffre d'affaires :

Un syndicat agricole pouvait être passible de la taxe sur le chiffre d'affaires, soit parce qu'il était imposable à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, soit, dans le cas où il n'était pas imposable à cet impôt, parce qu'il achetait pour revendre. L'art. 21 de la loi des finances du 30 juin 1926 est venu restreindre le champ d'application de ce second cas, en décidant que sont exemptées les affaires effectuées par les syndicats réunissant les conditions requises pour bénéficier de l'exonération de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux de l'art. 15 de la loi du 31 juillet 1917, c'est-à-dire par les syndicats agricoles qui se bornent à grouper les commandes de leurs adhérents et à distribuer, dans leurs magasins de dépôt, les denrées ou les marchandises qui ont fait l'objet de ces commandes. (Conseil d'Etat, Affaire *syndicat agricole de Chazé-Henry* arrêt du 18 juillet 1930).

Les unions de syndicats agricoles¹, passibles dans tous les cas de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, puisque l'art. 15 de la loi du 31 juillet

1. Circulaire du 22 juillet 1926, n° 253, de la direction générale des Contributions indirectes.

1917, ne les concerne pas, sont exonérés de la taxe sur le chiffre d'affaires, « à condition que leurs opérations ne portent que sur les produits ou objets nécessaires à l'exercice de la profession d'agriculteur » (Loi du 30 juin 1926, art. 21).

Il est à noter que, d'après cette même loi, les coopératives d'achat en commun et d'approvisionnement, dont les opérations sont analogues à celles que peuvent faire les syndicats agricoles, ne bénéficiaient pas de cette exonération, ce qui risquait de compromettre leur développement. Depuis l'art. 32 de la loi du 30 décembre 1928, les sociétés coopératives agricoles et leurs unions sont exonérées de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et de la taxe sur le chiffre d'affaires pour celles de leurs opérations entrant dans les « usages normaux » de l'exploitation agricole : nous aurons ultérieurement à revenir sur ce point à propos des coopératives agricoles et sur l'interprétation que donne à l'expression « usages normaux ».

Ce qui précède montre que les syndicats agricoles, en dehors de leur rôle de représentant et de défenseur des intérêts généraux de la profession, peuvent jouer un rôle économique d'achat et de vente. Il faut cependant noter que les syndicats ne sont ni préparés, ni organisés pour jouer un tel rôle qui risque de les éloigner du domaine normal de leur activité, Ainsi que le fait remarquer A. Nast ¹ « lorsqu'une collectivité accomplit des actes d'achat et de vente, etc... en vue de faciliter la vie professionnelle de ses membres, elle se place *de plano* sur le terrain propre de la coopération ». Ceci explique

1. Code de la coopération, *loc. cit.*

pourquoi au fur et à mesure des progrès de l'idée de coopération, il y a eu tendance à la spécialisation des fonctions économiques et à la distinction des organismes syndicaux et coopératifs.

De même que la loi n'a pas laissé aux syndicats la possibilité d'effectuer par eux-mêmes les opérations d'assurances (loi du 4 juillet 1900), de même les opérations de crédit agricole et de coopération de production agricole sont actuellement légalement¹ exécutées par des groupements indépendants des syndicats et formés à côté d'eux : ces organismes sont à caractère strictement coopératif.

Pour les achats en commun et l'approvisionnement seulement, les syndicats agricoles peuvent continuer à agir par eux-mêmes : mais, de plus en plus, il tendent à confier ces opérations à des coopératives, mieux organisées qu'ils ne peuvent l'être, et cette pratique a le grand avantage de libérer le syndicat d'une charge pesante, de le rendre à son rôle essentiel et de lui permettre de se consacrer au développement d'autres services professionnels.

1. Loi du 5 août 1894, pour les opérations de crédit agricole et loi du 29 décembre 1906 pour la coopération agricole de production : la loi du 5 août 1920, qui remplace les deux précédentes, maintient cette discrimination.

CHAPITRE II

LES COOPÉRATIVES AGRICOLES

La coopération, étant une forme d'association tendant à la suppression, toujours souhaitable lorsqu'elle est possible, des intermédiaires, a pris un important développement parmi les agriculteurs dès que ceux-ci ont compris qu'ils pouvaient faciliter leur existence économique en groupant leurs intérêts, tout en restant à l'abri de la puissance du capital. Les sociétés coopératives permettent aux travailleurs agricoles, généralement petits propriétaires, de cultiver leur sol en se procurant économiquement les produits nécessaires à une bonne exploitation (engrais, semences sélectionnées...,) et de vendre les produits obtenus, souvent après transformation, à des cours normaux en évitant des apports massifs sur le marché : la petite propriété peut ainsi lutter à armes égales avec la grande propriété.

La coopération agricole comprend toutes les institutions coopératives en rapport avec l'exercice de la profession, c'est-à-dire, par conséquent, des coopératives d'achat en commun, de production et de vente, de crédit.

Avant d'envisager plus particulièrement les coopé-

ratives agricoles, il importe de faire quelques remarques sur le caractère de l'activité coopérative. L'association, d'après l'article premier de la loi du 1^{er} juillet 1901, est « la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun, d'une façon permanente, leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices.. » Les groupements à but économique et professionnel, tels que les coopératives, rentrent bien dans cette définition puisqu'il n'y a pas partage des bénéfices, mais seulement reversement du trop perçu au prorata des opérations faites par les associés avec le groupement. On peut se demander pourquoi les coopératives sont actuellement soumises à un régime juridique emprunté aux sociétés.

Ainsi que l'a fait remarquer H. Hayem¹, on peut distinguer, dans la vie des associations à but économique et professionnel, plusieurs périodes. Dans la première, elles sont à peu près entièrement confondues avec les associations à but idéal et par suite soumises aux articles 291 et suivants du Code pénal et, plus tard, à la loi de 1834. Pendant la deuxième période, elles tendent à échapper aux rigueurs du droit pénal, mais elles sont alors soumises à des régimes divers et, à la veille de la loi de 1901, on peut, avec H. Hayem, diviser ces associations en trois catégories : les associations soumises au régime des sociétés (coopératives), les associations ayant reçu des libertés toutes spéciales (syndicats) et enfin les groupements possédant un régime tenant partie de la société, partie de l'association (caisses de crédit agricole).

Bref, c'est pour des considérations d'ordre pratique

1. H. Hayem, *Sociétés civiles*, pp. 71 à 117, Dalloz, édit.

que le régime des sociétés a été étendu à des groupements qui sont en réalité des associations à but économique et professionnel. Ces associations, en vue de posséder un régime juridique plus souple, ont pris le manteau « société », mais, en fait, cette application ne s'est pas faite sans quelques incohérences, que nous retrouverons au cours de l'étude des organismes coopératifs agricoles. Il semble bien que, à travers les lois successives qui sont venues régler le statut de groupements particuliers (organisation du crédit agricole en particulier), on assiste à la formation lente d'un type juridique intermédiaire entre l'association et la société.

En l'absence regrettable d'un statut juridique général des sociétés coopératives, celles-ci rentrent dans le cadre des sociétés à capital variable prévues par la loi du 24 juillet 1867 (art. 48 à 54). Toutefois, la loi du 5 août 1920 est venue régler le régime d'un ensemble d'organismes coopératifs intéressant l'agriculture, à savoir :

1°. *Les sociétés coopératives agricoles*, comprenant (art.22) :

a). « Les sociétés coopératives agricoles constituées en vue d'effectuer toutes les opérations concernant la production, la transformation, la conservation ou la vente des produits agricoles provenant exclusivement des exploitations des associés ;

b).« Les sociétés coopératives d'achat en commun et d'approvisionnement administrées gratuitement et ne réalisant pas de bénéfices commerciaux ».

Elles ont pour objet de procurer à leurs membres les produits et instruments dont ils ont besoin dans leurs exploitations tels que : engrais, semences, machines agricoles, tourteaux pour la nourriture du bétail etc..

Ces sociétés s'écarteraient de leur but et rentreraient dans la catégorie des coopératives de consommation, qui n'ont rien de spécifiquement agricole, en fournissant à leurs adhérents des objets ou denrées destinées à leur usage personnel ou à celui de leur famille, par exemple : vêtements, produits alimentaires.

2° *Les sociétés agricoles d'intérêt collectif*, qui, malgré leur nom, doivent être considérées comme des coopératives et dont l'objet est défini ainsi par la loi du 5 août 1920 (art. 22, § 4). Elles ont pour but : « soit de procéder à la fabrication de toutes matières, de tous produits ou instruments utiles à l'agriculture, à l'exécution de travaux agricoles d'intérêt collectif, soit de doter une région ou une agglomération rurale d'installations modernes d'intérêt collectif ... »

Antérieurement à la loi du 5 août 1920, les sociétés coopératives pouvaient déjà consacrer leur activité à l'exécution de travaux agricoles d'intérêt collectif, ainsi que les y avait expressément autorisées la *loi du 29 décembre* 1906. Un tel système présentait de nombreux inconvénients : en effet, elles n'eurent jamais, dans ce domaine, qu'un champ d'action étroit, des moyens et des ressources limités, par suite de l'obligation où elles étaient tenues de se conformer aux conditions de constitution et de fonctionnement qu'entraîne leur caractère professionnel et mutualiste. C'est ainsi que, en particulier, les travaux d'intérêt collectif qu'elles peuvent effectuer ne doivent intéresser que les exploitations des membres de la coopérative, sans viser à satisfaire les besoins de toute une région : l'installation de réseaux électriques ruraux est impossible par cette voie.

Les sociétés coopératives, sous leur forme normale,

n'étaient donc pas appropriées pour exécuter des travaux d'ensemble destinés à améliorer le bien-être d'une région. C'est pour remédier à ces inconvénients que la loi du 5 août a créé, sous le nom de sociétés d'intérêt collectif agricole, des coopératives à but précis et dotées d'un cadre juridique souple et élargi.

L'énumération donnée par la loi du 5 août 1920 (art. 22, § 4) des buts que peuvent se proposer les sociétés d'intérêt collectif agricole n'est pas limitative : d'autres peuvent être envisagés pourvu qu'ils soient d'ordre agricole. On peut dire, en règle générale, que la forme société d'intérêt collectif agricole est à préconiser dans tous les cas où une société coopérative proprement dite se trouverait trop à l'étroit dans le cadre qui lui est imposé pour fonctionner et se développer de façon satisfaisante.

3° *Les sociétés agricoles de crédit mutuel*, institutions à caractère coopératif et mutualiste ayant pour but de procurer aux agriculteurs les capitaux nécessaires pour l'exploitation de leur fonds.

Les sociétés coopératives que nous venons d'énumérer peuvent se grouper sous forme d'unions pour assurer la défense de leurs intérêts et favoriser leur développement ; mais, tandis que la loi du 7 mai 1917 consacre les unions constituées entre sociétés coopératives de consommation, aucun texte de loi ne reconnaît expressément les unions de coopératives agricoles de consommation ou d'achat en commun.

La constitution de telles unions étend l'action des coopératives agricoles, simplifie leurs opérations, réduit leurs frais généraux et, tout en fortifiant le mouvement coopératif dans les campagnes, doit agir dans un sens

favorable à l'abaissement du prix de la vie. Ces mêmes avantages se trouveraient d'ailleurs accrus par le rapprochement des coopérateurs agricoles et urbains, par la constitution d'unions mixtes composées d'unions de coopératives agricoles et d'unions de coopératives de consommation.

Ces tendances exprimées à maintes reprises dans les congrès¹ ont trouvé leur expression dans la proposition de loi adoptée le 12 février 1931 par le Sénat et transmise à la Chambre le 3 juin 1932. Cette proposition poursuit un triple objet :

1° Autoriser la constitution d'unions de coopératives agricoles en les assimilant au point de vue juridique aux coopératives agricoles elles-mêmes ;

2° Autoriser ces unions à admettre comme membres des sociétés coopératives de consommation et leurs unions de façon à réduire les intermédiaires ;

3° Permettre à ces unions de bénéficier des avantages accordés aux coopératives agricoles par la loi du 5 août 1920 et en particulier des avances de l'Etat.

Ce texte approuvé le 9 février 1933 par la Commission de l'agriculture de la Chambre des députés, n'a pas encore été soumis au vote de celle-ci.

La loi du 5 août 1920 offre un régime légal aux organismes coopératifs agricoles, tout en faisant bénéficier ceux qui l'adoptent d'avantages tels que avances de l'Etat et exonérations fiscales. Il importe cependant de noter qu'aucun groupement n'est obligatoirement astreint à se conformer à ces textes spéciaux, mais pra-

1. Congrès de la mutualité et de la coopération agricoles (Bourg, 1923). Congrès national des coopératives de consommation (Strasbourg, 1932), IV^e et VII^e Congrès de l'agriculture française.

tiquement tous sont attirés par l'intérêt des encouragements pécuniaires et fiscaux légalement offerts : le résultat est que l'immense majorité des coopératives agricoles est constituée et administrée en accord avec les prescriptions de la loi du 5 août 1920.

Laissant de côté les sociétés agricoles de crédit mutuel que nous traiterons spécialement au chapitre suivant, nous envisagerons ici, dans le cadre de la loi du 5 août 1920, les sociétés coopératives agricoles et les sociétés agricoles d'intérêt collectif, toujours au point de vue qui nous intéresse : après avoir rappelé rapidement leurs caractères principaux, nous étudierons le caractère civil ou commercial de ces sociétés et ses conséquences juridiques et fiscales.

I. Caractères principaux des sociétés coopératives agricoles et des sociétés agricoles d'intérêt collectif, placées sous le régime des lois du 5 août 1920 et des 7 et 30 décembre 1922.

Les sociétés coopératives agricoles sont à recrutement strictement professionnel et les parts sociales peuvent seulement être souscrites par des agriculteurs ou des groupements agricoles. En ce qui concerne les sociétés agricoles d'intérêt collectif, la même règle, en principe, s'applique ; toutefois le décret du 9 février 1921 relatif à l'application de la loi du 5 août 1920 indique que : « lorsque, pour un service rentrant dans leur objet spécial, tel que distribution d'énergie électrique..., ces sociétés devront, par application de textes législatifs ou réglementaires, de cahiers des charges ou autres conven-

tions, admettre parmi les usagers de l'entreprise *d'autres personnes que les agriculteurs*, elles pourront recevoir comme sociétaires chacun de ces usagers, pourvu qu'ils s'engagent à remplir les obligations statutaires » (art. 19, dernier al.).

Les usagers ainsi admis peuvent, d'autre part, être des personnes morales, des communes en particulier.

Leur capital social ne peut être divisé en actions, comme cela a lieu pour les sociétés de capitaux. Les coopératives agricoles étant considérées comme des associations de personnes¹, leur capital social doit être constitué par des *parts*, pouvant produire un intérêt limité (6 % au plus), dont le service s'effectuera par prélèvement sur les excédents nets, et ne pouvant donner lieu à distribution d'un dividende. Ces parts ne peuvent être remboursées qu'à leur valeur initiale, fixée lors de la constitution de la société. Ne pouvant revêtir la forme de titres négociables, elles ne sauraient être transmises suivant les modalités commerciales de l'endossement, du transfert ou de la tradition, sinon ce seraient des actions : leur transmission ne peut se faire que par voie de cession, avec « l'agrément de la société ».

En ce qui concerne l'administration de la société et plus particulièrement l'assemblée générale des sociétaires le nombre de voix attribué à chaque associé, à défaut de dispositions statutaires contraires, est de *un* ; toutefois, les formules de statuts élaborées par l'administration prévoient qu'une ou plusieurs voix supplémentaires

1. L'administration de l'enregistrement a d'ailleurs reconnu expressément que les coopératives agricoles constituent des sociétés de personnes et non pas de capitaux, (Instruction n° 3677 relative à l'application de la loi du 5 août 1920).

peuvent être attribuées proportionnellement au nombre de parts, sans qu'il soit conseillé de dépasser le nombre de *cinq* voix supplémentaires.

Les règles que nous venons brièvement de rappeler ont pour but d'assurer le bon fonctionnement des sociétés coopératives agricoles et des sociétés agricoles d'intérêt collectif, en les maintenant dans un cadre strictement coopératif. Ces sociétés ont un grand intérêt à établir avec soin leurs statuts : une situation juridique régulière et bien nette, leur évitera des difficultés d'ordre fiscal ainsi que des contestations éventuelles entre les associés ou entre les sociétés elles-mêmes et les tiers. C'est dans ce but que la Caisse nationale de crédit agricole a élaboré des formules-types destinées soit aux sociétés coopératives agricoles soit aux sociétés agricoles d'intérêt collectif et envisageant le cas où elles se constituent sous la forme des sociétés civiles particulières et celui où elles adoptent la forme anonyme à capital et personnel variables.

Les opérations faites par les coopératives agricoles doivent d'une part être réservées uniquement aux associés, d'autre part ne porter que sur des produits provenant exclusivement de leurs exploitations (coopératives de production, conservation, transformation et vente) ou destinés à ces exploitations (coopératives d'achat en commun et d'approvisionnement). Les sociétés agricoles d'intérêt collectif, par contre, ont le droit de traiter avec des personnes autres que les porteurs de parts (décret du 9 février 1921, art. 19, § 4, 5 et 6).

Les deux types de sociétés agricoles, envisagés ici, doivent se conformer à ces règles pour bénéficier d'avance du crédit agricole et d'exemptions fiscales, mais si leurs

opérations étaient de la nature de celles des sociétés commerciales, il y aurait naturellement retour au droit commun. En particulier, les excédents sociaux, après distribution des intérêts et constitution des réserves, ne peuvent être partagés entre les coopérateurs que proportionnellement aux opérations faites par eux avec la société. Pour les sociétés agricoles d'intérêt collectif, les excédents perçus sur les opérations *faites avec des non sociétaires* ne peuvent en aucun cas être répartis entre les porteurs de parts. Lorsque ces institutions font des opérations avec d'autres personnes que leurs porteurs de parts, le décret du 9 février 1921 (art. 19, § 3 et 4) prévoit que les excédents annuels, réalisés sur l'ensemble des opérations, déduction faite des charges, amortissements, intérêts du capital, frais généraux et réserve légale, sont versés *en totalité* à une réserve spéciale. Dans le cas où, par suite de l'amortissement de l'avance, la réserve spéciale est devenue sans objet, les excédents provenant d'opérations faites avec des non sociétaires doivent être affectés à un fonds collectif de développement qui, à la dissolution de la société, ne peut être attribué qu'à une des institutions agricoles énumérées par la loi du 5 août 1920, art. 20.

II. Relation entre les sociétés coopératives agricoles et les sociétés commerciales.

Nous avons déjà noté que l'agriculteur n'est pas un commerçant. De même, les opérations des coopératives d'agriculteurs, faites avec un caractère de coopération professionnelle, sans poursuite de buts lucratifs, n'ont pas les caractères d'actes de commerce. Ceci explique

pourquoi les sociétés coopératives agricoles et les sociétés agricoles d'intérêt collectif, placées dans le cadre de la loi du 5 août 1920, peuvent à leur gré, d'après la loi du 12 juillet 1923, art. 1^{er} :

a) soit se constituer sous le régime des sociétés civiles particulières (Code civil, livre III, titre IX, art. 1832 à 1867) : dans ce cas, les augmentations ou diminutions du capital social peuvent se faire de droit, sans être astreint à aucune publicité ;

b) soit être régies par le Code de commerce (Livre I, titre III, art. 18 à 74) et par les lois des 24 juillet 1867, 1^{er} août 1893 et 22 novembre 1913. Elles se constituent, dans ce cas, en sociétés anonymes presque toujours à capital et personnel variables et sont commercialisées par la forme (loi du 12 juillet 1923, art. 1^{er}).

La loi du 12 juillet 1923 précise que les sociétés coopératives agricoles et les sociétés agricoles d'intérêt collectif, visées à l'art. 22 de la loi du 5 août 1920, sont toutes également pourvues de la personnalité civile dès lors qu'elles ont été constituées sous un de ces deux régimes : c'est un résultat que la jurisprudence avait d'ailleurs admis, depuis longtemps, de façon constante.

Ainsi que l'a fait remarquer M. Nast¹, les sociétés agricoles d'intérêt collectif, faisant des opérations avec des personnes autres que les porteurs de parts, peuvent être considérées comme commerciales : en effet, les excédents réalisés sur ces opérations, quoique recevant une affectation collective, n'en constituent pas moins un bénéfice d'entreprise.

Les sociétés agricoles (coopératives ou d'intérêt

1. A. Nast, *Code de la coopération*, loc. cit., p. 140.

collectif), commercialisées par la forme, sont soumises « aux lois et usages du commerce » (loi du 24 juillet 1867, art. 68) ; nous rappellerons ici rapidement les conséquences entraînées par ce fait :

A. *Sociétés agricoles à forme civile.*

La forme civile est celle qui nécessite le moins de formalités de constitution ; c'est ce qui explique qu'elle soit adoptée par la majorité des coopératives agricoles (par presque toutes les laiteries coopératives en particulier).

Le mode d'administration de ces sociétés n'est régi par le Code qu'à défaut de stipulations à ce sujet dans les statuts, pour la rédaction desquels elles jouissent d'ailleurs de la plus grande liberté. Si toutefois ces sociétés veulent bénéficier d'avances de l'Etat, leurs statuts doivent stipuler expressément un certain nombre de restrictions (loi du 5 août 1930, art. 23) et spécifier les dispositions prévues pour la constitution d'une réserve spéciale à prélever sur les excédents annuels de recettes, en vue de l'amortissement du montant des avances reçues (décret du 9 février 1931, art. 19)¹.

En ce qui concerne la répartition des excédents sociaux, l'art. 1855 du Code civil se borne à disposer que « la convention qui donnerait à l'un des associés la totalité des bénéfices est nulle ». Une disposition aussi large ne s'applique pas aux organismes que nous étudions en ce moment : coopératives agricoles et sociétés agricoles d'intérêt collectif, quel que soit le régime adopté

1. Les sociétés agricoles d'intérêt collectif, faisant des opérations avec des personnes autres que leurs membres, doivent verser leurs excédents annuels à une réserve spéciale, v. p. 38.

par elles, doivent se conformer au mode coopératif de répartition et les excédents annuels ne peuvent être répartis entre les membres que proportionnellement aux opérations faites par eux avec la société. Ce fait est non pas une restriction apportée, à l'occasion des coopératives, au mode de répartition des excédents sociaux des sociétés civiles, mais simplement une conséquence du fait que les coopératives, ainsi que nous l'avons indiqué, sont en réalité des associations à but économique et professionnel qui ont été amenées à s'adapter au moule juridique des sociétés, moule qui n'a pas été prévu pour elles.

De plus, le décret du 9 février 1921 est venu préciser que les sociétés agricoles, coopératives ou d'intérêt collectif, désireuses de bénéficier des avances de l'Etat, doivent, même si elles sont constituées sous le régime des sociétés civiles particulières, tenir une comptabilité « conformément aux prescriptions du Code de commerce et aux instructions spéciales de la Caisse nationale de crédit agricole ».

Les coopératives agricoles et les sociétés agricoles d'intérêt collectif, placées sous le régime des sociétés civiles, doivent naturellement porter leurs litiges devant les tribunaux civils et, en cas de déconfiture, l'action en justice ne peut être exercée contre elles que par chacun des créanciers individuellement : les associés ne sont d'ailleurs pas solidaires, ils ne sont responsables en principe, que de leur part, mais *sur tous leurs biens*. Toutefois, la loi du 5 août 1920, art. 28, stipule, que les sociétés coopératives et les sociétés d'intérêt collectif agricoles « peuvent recevoir des avances égales à six fois leur capital versé en argent ou en nature, lorsque les statuts comportent *une clause de responsabilité conjointe*

et solidaire de tous les sociétaires ou bien lorsque tout ou partie des membres du conseil d'administration ont souscrit un engagement solidaire de remboursement jugé, sous sa responsabilité, suffisant par la caisse régionale intermédiaire ». Ce texte aboutit pratiquement à rendre les associés solidairement responsables.

B. Sociétés agricoles constituées sous la forme anonyme.

Les coopératives agricoles et sociétés agricoles d'intérêt collectif, constituées sous la forme anonyme, sont soumises à des formalités minutieuses et nécessairement assez coûteuses (publications prescrites par la loi du 24 juillet 1867, art. 55 et suivants) et à l'immatriculation au registre du commerce¹; leur organisation intérieure est, de plus, minutieusement réglementée (commissaires de surveillance, état semestriel de la situation de la société, bilan et inventaire, etc...).

La constitution d'une réserve est de même prévue par la loi de 1867 (art. 36) : elle doit être formée au moyen d'un prélèvement annuel d'un vingtième au moins sur les excédents nets, obligatoire jusqu'à ce que ce fonds ait atteint le dixième du capital social.

Soumises aux lois et usages du commerce, ces sociétés agricoles, constituées sous la forme anonyme, sont justiciables des tribunaux de commerce, et peuvent même recourir à l'arbitrage. Etant commercialisées par la forme, elles sont traitées, en cas de mauvaise affaire, comme les commerçants et peuvent être mises en liquidation judiciaire ou en faillite.

1. La loi du 5 août 1920 a dispensé, ainsi que nous le verrons, p. 90, les caisses de crédit agricole, quoique déclarées commerciales par cette loi, de certaines formalités de publicité et de l'immatriculation au registre du commerce.

Ces formalités et ces restrictions ont été imposées par la loi comme garantie pour les tiers : la responsabilité des associés est, en effet, en principe, limitée au montant des parts souscrites ; mais, ainsi que nous l'avons déjà signalé (p. 41), les sociétés agricoles coopératives ou d'intérêt collectif, désireuses de bénéficier des avances de l'Etat doivent prévoir une clause de responsabilité conjointe et solidaire de leurs membres ou tout au moins d'une partie du conseil d'administration,

Cet exposé rapide montre que ces sociétés, commercialisées par la forme, sont soumises à un régime très voisin de celui des sociétés commerciales. Le législateur a cependant marqué sa volonté de se montrer bienveillant à l'égard des institutions mutualistes agricoles.

En effet, parmi celles-ci les sociétés agricoles coopératives ou d'intérêt collectif visées par la loi du 22 août 1920, art. 22, ne sont pas soumises aux dispositions des art. 1 et 49 de la loi du 24 juillet 1867 : leur capital peut être fixé, lors de la fondation, à une somme supérieure à 200.000 francs ou augmentée en une année de plus de 200.000 francs. De même, les parts souscrites pourront être de 25 francs, quelque soit le montant du capital social à l'époque de la fondation ou par suite d'augmentations, c'est-à-dire à un prix suffisamment bas pour être à la portée de tous les agriculteurs. (loi du 30 décembre 1933, art. unique).

Dans le même esprit, la loi du 12 juillet 1923 apporte, pour celles de ces sociétés ayant adopté la forme anonyme, des facilités appréciables pour la tenue des assemblées générales.

Il peut être intéressant de noter en terminant que la caisse nationale de crédit agricole tient à jour un réper-

toire des sociétés coopératives agricoles qui constitue en fait un commencement d'enregistrement de ces sociétés. Ce répertoire répond ainsi à l'avance aux prescriptions de l'art. 4 du projet de loi ¹ relatif au statut des coopératives agricoles déposé sur le bureau de la Chambre des députés, qui prévoit la tenue d'un registre des coopératives agricoles par le ministère de l'agriculture.

C. Les tendances actuelles des projets et propositions de loi concernant le statut juridique des coopératives agricoles.

La loi du 5 août 1920 a déterminé les conditions que doivent présenter les coopératives agricoles pour pouvoir bénéficier des prêts et avances du crédit agricole ; elle a bien précisé la plupart des principes essentiels auxquels doivent être soumises les véritables coopératives agricoles, mais elle l'a fait à titre incident à propos de l'organisation des caisses de crédit et il serait inexact de la considérer comme un statut de la coopération agricole : elle présente de nombreuses lacunes, en particulier au point de vue fiscal (v. p. 49).

Depuis une dizaine d'années, un certain nombre de projets et propositions de loi ont tendu à remédier à cette situation, envisageant soit la coopération en général soit seulement la coopération agricole ; d'autres enfin plus modestes se bornent à établir un statut fiscal des coopératives agricoles.

Nous ne parlerons que des projets et propositions de loi les plus récents, concernant le statut des coopératives agricoles : parmi ceux-ci, le projet de loi déposé le 28 mai 1931 sur le bureau de la Chambre des députés ¹

1. Projet de loi sur le statut des coopératives agricoles : Chambre des députés, séance du 28 mai 1931, annexe n° 5034.

(Projet Tardieu) est celui qui a le plus d'ampleur et c'est celui que nous examinerons plus particulièrement ici.

D'après ce projet, peuvent prendre le nom de « Coopératives agricoles » les sociétés et leurs unions, constituées uniquement entre agriculteurs (la Commission de l'agriculture de la Chambre a ajouté « et anciens agriculteurs » de façon à permettre d'utiliser la compétence de ceux-ci) :

1° en vue d'effectuer ou de faciliter les opérations concernant la production, la transformation, la conservation, le mélange ou la vente des produits agricoles provenant exclusivement des exploitations des associés ;

2° en vue d'acheter en commun et de répartir entre leurs adhérents les produits nécessaires à leur exploitation agricole.

Elles doivent se conformer aux lois sur les coopératives agricoles, ainsi qu'aux dispositions non contraires régissant les coopératives en général.

Le projet de loi énumère à ce sujet les prescriptions auxquelles les coopératives agricoles devront notamment se soumettre, prescriptions d'ores et déjà admises par les organismes coopératifs et qui n'apportent rien de nouveau : administration gratuite par un conseil d'administration élu par l'assemblée générale, répartition des excédents nets annuels entre les membres au prorata de leurs opérations avec la société, capital formé de parts nominatives dont le taux de remboursement ne peut dépasser le taux initial, dévolution collective de l'excédent d'actif en cas de dissolution de la société.

Un certain nombre de points sont à signaler, parce qu'ils apportent des idées nouvelles, souvent intéressantes, parfois discutables :

Réserves : Le projet de loi prévoit que le maximum des réserves ne saurait dépasser trois fois le capital social. Cette restriction semble vouloir éviter la formation d'un patrimoine important entre les mains des organismes agricoles ; une telle crainte est exagérée et jusqu'ici constituer des réserves a été pour les coopératives agricoles une mesure de prudence prise en prévision des mauvaises années ou du développement de la société.

D'ailleurs la solution adoptée par le projet gouvernemental est trop mathématique et, dans le cas des sociétés coopératives constituées sans capital social initial, elle aboutit à une absurdité, car elle leur interdit toute constitution de réserves et leur enlève ainsi tout moyen d'action.

Jusqu'alors le législateur s'était préoccupé de fixer, non pas un maximum, mais un minimum aux réserves : il en est ainsi, en particulier, pour les sociétés de crédit agricole mutuel. En tout cas, si l'on veut limiter l'accroissement des réserves, une formule plus souple est à adopter : par exemple, celle proposée par M. E. Barthe ¹ qui prévoit que les réserves seront limitées « aux sommes nécessaires aux amortissements, au remboursement des emprunts, à la constitution des fonds de roulement nécessaires et au perfectionnement de l'outillage ».

Cession des parts : Le projet de loi initial prévoit que les parts ne sont transmises que par voie de cession, sans préciser si une autorisation est nécessaire et dans quelles formes. Il avait été admis jusqu'ici que la cession ne pouvait se faire qu'avec « l'agrément de la société » sans préciser s'il faut entendre par société le conseil d'administration ou l'assemblée générale.

1. Proposition de loi concernant le statut fiscal des coopératives agricoles : Chambre des députés, séance du 30 janvier 1931, annexe n° 4420.

La commission de législation de la Chambre ¹ a complété le texte du gouvernement comme suit : les parts sont « transmissibles seulement par voie de cession et avec l'agrément de la société donné par le *conseil d'administration* à moins que les statuts le réservent à l'assemblée générale ».

Constitution et modification de la société : Les considérations qui ont guidé les auteurs du projet sont intéressantes à signaler, parce qu'elles procèdent de l'idée de *simplification* (publicité limitée à un dépôt dans les greffes des justices de paix, sans insertion dans les journaux) et de l'idée de *centralisation* (mise à jour au Ministère de l'agriculture d'un registre des coopératives agricoles)

Ainsi que l'a fait remarquer M. Baudoin-Bugnet ², il y aurait intérêt à préciser, ce que ne fait pas le texte du projet, que cette publicité allégée intervient par dérogation aux dispositions de la loi de 1867 : ceci aurait l'intérêt de faire disparaître l'équivoque de base qui naît constamment de la coexistence actuelle de coopératives à forme civile et de coopératives à forme commerciale.

Unions de coopératives agricoles : Les unions de coopératives agricoles sont jusqu'ici des organismes de fait, dont le législateur ne parle pas : le projet de loi consacre leur existence juridique, sans préciser toutefois ni leur nature, ni leurs conditions d'existence.

L'ensemble du projet constitue un statut logique des

1. Avis Mallarmé : Chambre des députés, séance du 2 février 1932, annexe n° 6286.

2. Avis Baudoin-Bugnet : Chambre des députés, séance du 3 juillet 1932, annexe n° 5518.

coopératives agricoles, auxquelles il impose des prescriptions suffisamment strictes pour éviter toute confusion entre elles et les sociétés commerciales.

La tendance actuelle semble donc être de considérer les coopératives comme des sociétés « *sui generis* » dont la charte serait représentée par le texte des statuts proposés, sociétés auxquelles seraient appliquées, en vue de favoriser leur développement ou de faciliter leur fonctionnement, certaines des mesures ayant fait leurs preuves en matière commerciale, entre autres :

- mise à jour d'un registre des coopératives, analogue au registre du commerce ;
- tenue d'une comptabilité dans les formes commerciales ;
- contrôle éventuel des livres et pièces annexes par les agents du trésor ;
- recours possible à l'arbitrage en cas de contestations entre associés ou avec d'autres coopératives¹ ;
- mise en faillite ou admission au bénéfice de la liquidation judiciaire en cas de cessation de paiement ; les attributions normalement exercées par les tribunaux de commerce seraient alors exercées par les tribunaux civils¹.

Ces mesures, jointes à une organisation au moyen de sanctions pécuniaires et pénales de la protection du titre coopératif, seraient susceptibles de faciliter la tâche des coopératives agricoles et il est à souhaiter qu'un projet de loi analogue à celui que nous venons d'examiner aboutisse rapidement.

1. Proposition de loi P. Ramadier sur la coopération : Chambre des députés, séance du 11 juillet 1932, annexe n° 466.

III. — Les sociétés coopératives agricoles sont-elles assujetties aux impôts pesant sur les sociétés commerciales ?

Les coopératives agricoles, constituées conformément à la loi du 5 août 1920 et au décret du 9 février 1921, offrent un caractère strictement coopératif. Il semble logique que ces sociétés, ne faisant d'opérations qu'avec leurs membres, n'ayant pas pour objet de réaliser des bénéfices et étant d'autre part soumises à des règles de constitution et d'administration sévères, bénéficient de certaines exemptions fiscales.

C'est ce qui explique que les sociétés agricoles visées par l'art. 22 de la loi du 5 août 1920 (sociétés coopératives agricoles, sociétés agricoles d'intérêt collectif...) sont, d'après les art. 31 et suivants de cette même loi, exemptées du droit de patente et de l'impôt sur le revenu des créances, dépôts et cautionnements en ce qui concerne leurs parts d'intérêt, leurs emprunts ou obligations. Enfin, au regard de l'exemption de l'impôt foncier, elles sont assimilées, pour leurs bâtiments affectés à un usage agricole, aux agriculteurs.

En ce qui concerne les sociétés agricoles d'intérêt collectif, l'immunité est limitativement réservée à celles d'entre elles ayant bénéficié d'avances de l'Etat ¹.

A. Régime actuel

Dans ce qui suit, nous envisagerons plus particulièrement les conséquences fiscales du caractère civil ou

1. Instruction du 21 février 1921, n° 3677, de la direction générale de l'enregistrement de Domaines et du timbre, relative à l'application de la loi du 5 août 1920, art. 14.

commercial des coopératives agricoles et de leurs opérations, c'est-à-dire que, laissant de côté les droits de timbre et d'enregistrement, les impôts sur les valeurs mobilières et l'impôt foncier pour lesquels les attitudes du fisc et de la jurisprudence sont maintenant bien définies¹, nous étudierons ici successivement² :

- a) l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux,
- b) la taxe sur le chiffre d'affaires,
- c) la taxe d'apprentissage,
- d) la licence.

a) *L'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux :*

Les coopératives agricoles se conformant aux prescriptions de la loi du 5 août 1920 ne réalisent pas, à proprement parler, de bénéfices sur les opérations qu'elles traitent et ne distribuent pas de dividendes à leurs membres. Il semble donc qu'elles auraient du être exonérées de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Un pas avait été fait dans ce sens par le législateur qui, par la loi du 31 juillet 1917 (art. 15) exonère de l'impôt sur les bénéfices des professions commerciales et industrielles « les syndicats agricoles et les sociétés coopératives de consommation qui se bornent à grouper les commandes de leurs adhérents et à distribuer dans leurs magasins de dépôt des denrées, produits ou marchandises qui ont fait l'objet de ces commandes, ou

1. Voir à ce sujet D. Videlaïne. *Le régime fiscal des coopératives agricoles*, thèse, 1925.

2. En ce qui concerne la patente, l'art. 3 de la loi portant fixation du budget général de l'exercice 1934 précise que : « en sont affranchis les syndicats agricoles et les coopératives agricoles d'approvisionnement et d'achat constituées conformément à la loi du 5 août 1920 et leurs unions, à condition que leurs opérations portent exclusivement sur des produits ou instruments nécessaires aux exploitations agricoles elles-mêmes.

lorsque, ne vendant qu'à leurs sociétaires, ils distribuent leurs bonis annuels auxdits sociétaires ou à des œuvres d'intérêt général, ou lorsqu'il consacrent ces bonis à des réserves qui ne sont pas réparties entre les porteurs de parts ».

En l'absence de dispositions législatives sur ce sujet dans la loi du 5 août 1920 et les lois postérieures, l'administration des contributions directes s'est refusée à exonérer de plano les sociétés agricoles coopératives ou d'intérêt collectif de l'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux.

En particulier, en ce qui concerne les coopératives agricoles de production, pour lesquelles la question s'est présentée sous une forme aiguë à partir de l'année 1924, le fisc a considéré que le fait de mettre en œuvre pour la transformation des produits des moyens dépassant ceux utilisés à l'intérieur de la ferme, suffit à donner à ces sociétés un caractère industriel. Il réclame, dans ce cas, l'impôt cédulaire sur les bénéfices commerciaux et industriels, la taxe sur le chiffre d'affaires et parfois même la taxe d'apprentissage.

Plusieurs coopératives agricoles ayant attaqué les décisions fiscales prises à leur égard, il appartient au Conseil d'Etat, en l'absence de texte de loi précis, de statuer en dernier ressort ; malheureusement sa jurisprudence ne fut pas constante.

Dans les premiers cas soumis à sa compétence, le Conseil d'Etat s'est attaché à mettre en évidence, par l'examen des statuts, les conditions dans lesquelles fonctionnaient les sociétés plaignantes. L'arrêt de principe rendu par lui au sujet de l'affaire *Laiterie coopérative de Ducey* (arrêt du 22 février 1924) est particuliè-

rement intéressant et semblait destiné à faire jurisprudence : aux termes de cet arrêt, en effet, une société coopérative ne pouvait « être regardée comme réalisant personnellement des bénéfices, et dès lors, *sans qu'il fût besoin de rechercher* si les opérations de transformations auxquelles elles se livraient dépendaient par leur nature de professions industrielles ou commerciales, elle ne devait pas être assujettie à l'impôt sur les bénéfices industriels ou commerciaux ».

Cet arrêt s'inspire de la notion de mandat gratuit, d'après laquelle la société coopérative est considérée comme un mandataire gratuit, chargé de la gestion des intérêts communs de ses membres et auquel les mandants remboursent simplement les frais engagés par lui pour l'accomplissement de son mandat¹. Dans ces conditions, le mandataire ne réalisant personnellement aucun bénéfice ne peut logiquement être assujetti à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Dans ce sens, le Conseil d'Etat rendit plusieurs arrêts semblant affirmer définitivement sa jurisprudence : affaire *Laiterie coopérative du Lude* (arrêt du 16 janvier 1925) ; affaire *Société coopérative des propriétaires forestiers de la Teste* (arrêt du 8 avril 1925).

A partir du mois de mai 1925, le Conseil d'Etat manifesta un changement d'orientation total ; abandonnant la théorie du mandat gratuit, il prit en considération « l'appréciation du caractère industriel, commercial ou agricole des opérations entreprises par les coopératives » (théorie dite de « l'industrialisation » conforme à celle depuis longtemps adoptée par l'administration des finances).

1. Avis Baudoin-Bugnet, *loc. cit.*

Il marqua, à partir de ce moment, une tendance à considérer que certaines coopératives agricoles, bien que traitant uniquement les récoltes de leurs adhérents, font cependant des opérations industrielles, dès qu'elles mettent en œuvre des moyens d'action plus puissants et plus perfectionnés que ceux utilisés par l'agriculteur dans sa ferme : affaire *Sucrierie coopérative de Morigny* (arrêt du 28 mai 1925).

La loi du 30 décembre 1928 (art. 32) est venue accentuer cette tendance en exemptant les sociétés coopératives agricoles et leurs unions (visées par la loi du 5 août 1920, art. 22, 1^o) de l'impôt cédulaire et de la taxe sur le chiffre d'affaires « pour celles de leurs opérations qui, *entrant dans les usages normaux de l'exploitation agricole*, ne donneraient pas lieu à l'application de ces impôts si elles étaient effectuées dans les mêmes conditions par chacun des adhérents desdites sociétés ».

Ce texte ne donne qu'une solution provisoire et précaire du problème et l'expression « usages normaux » laisse la porte ouverte à l'arbitraire : l'exemption éventuelle n'est accordée qu'aux sociétés coopératives pour lesquelles les opérations commerciales ou industrielles n'offrent qu'une importance de second plan vis à vis du but agricole qui garde le caractère prédominant (Conseil d'Etat, arrêts 15 juin 1928 et 24 février 1933). En l'espèce, l'administration s'attache plus à la technique des opérations, à l'appareillage nécessaire à leur réalisation, au lieu où elles sont effectuées qu'à leur nature propre.

C'est ainsi que des coopératives peuvent transformer le lait tiré par leurs sociétaires, sans être assujetties

à l'impôt cédulaire ; le seul fait d'adjoindre une caséinerie à l'entreprise suffit généralement à lui donner le caractère industriel. Egalement, le fait pour une coopérative agricole, recevant les pommes de terre de ses adhérents, de monter une féculerie la soumet à l'impôt cédulaire.

De même, dans le cas des distilleries d'alcool, la loi autorise la distillation de 1000° d'alcool par coopérateur : au dessous de cette limite, la coopérative est affranchie de l'impôt ; au-dessus, elle y est assujettie. Si un groupe de coopératives s'unit pour monter une distillerie, ce régime ne s'applique plus et, pour échapper à l'impôt, l'union de coopératives est obligée de demander les adhésions individuelles des membres de ses coopératives, réalisant ainsi une société du deuxième degré à capital social élevé, ce qui peut entraîner des risques de mauvaise gestion et des spéculations auxquelles ces sociétés sont mal préparées. Un tel résultat n'est pas conforme à l'esprit de la loi, ni aux intentions des coopérants qui ont eu uniquement l'intention de s'unir pour faire distiller leur alcool.

Quoiqu'il en soit, le texte de la loi du 30 décembre 1928 est d'une application pratique difficile et le fisc tend à l'interpréter dans un sens extensif, soulevant ainsi des réclamations. Le Conseil d'Etat a eu de nouveau à statuer et il refuse d'exonérer les coopératives agricoles dont les opérations de transformation ne sauraient être considérées comme l'accessoire ou le prolongement normal des travaux de culture.

Il est à remarquer que d'aucuns voudraient réclamer le bénéfice de l'exonération pour les « petites coopératives » seulement à l'exclusion des grandes : une telle

attitude est critiquable, car non seulement on voit mal quel critérium pourrait être choisi pour définir la petite coopérative, mais encore le résultat le plus certain serait de créer des groupements de petites coopératives, à l'abri des exigences fiscales et constituant cependant des organismes puissants.

Il semble bien que la seule solution logique, soit celle conforme au régime juridique des coopératives agricoles de production soumises aux prescriptions de la loi du 5 août 1920 : ces sociétés, dont le but est de traiter économiquement les récoltes provenant exclusivement de leurs membres, n'achètent pas pour revendre et ne réalisent pas de bénéfices. L'application stricte des art. 630 et 632 du Code de commerce doit donc conduire à attribuer un caractère purement agricole aux opérations effectuées par ces sociétés, qui ne devraient pas être traitées comme des sociétés commerciales, mais jouir d'un régime fiscal distinct.

Notons que la loi de finances du 31 mai 1933 (art. 77) vient d'affranchir de la cédule commerciale, et par suite de l'impôt sur le chiffre d'affaires, les sociétés coopératives agricoles *d'achat et de vente en commun*. Pour ces sociétés, la question est donc tranchée dans le sens favorable, mais ce sont les moins importantes et les moins nombreuses des coopératives agricoles.

b) *La taxe sur le chiffre d'affaires :*

Sont soumises à la taxe sur le chiffre d'affaires les personnes qui achètent pour revendre ou font des opérations relevant des professions assujetties à l'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux (loi du 25 juin 1920, art. 59) : le fait pour une société de

payer l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux la rend passible de la taxe sur le chiffre d'affaires.

Jusqu'en 1928, la loi est restée muette au sujet de l'application de la taxe aux coopératives agricoles et l'administration y a astreint ces sociétés dans les mêmes conditions où elles les a assujetties à l'impôt cédulaire, c'est-à-dire que, dans chaque cas, elle a recherché « le caractère industriel » de l'entreprise¹. (Conseil d'Etat, affaire *Laiterie coopérative de Marand*, 26 juillet 1928).

La loi du 30 décembre 1928 (art. 32), ainsi que nous l'avons vu p. 53 exonère de l'impôt cédulaire et de la taxe sur le chiffre d'affaires les coopératives agricoles et leurs unions, pour celles de leurs opérations entrant dans les « usages normaux » de l'exploitation agricole. Ce texte soulève, au sujet de la taxe sur le chiffre d'affaires, des difficultés identiques à celle que nous avons signalées pour l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. (Conseil d'Etat, affaire *Société coopérative agricole foncière de Captieux*, 20 novembre 1931).

Ces difficultés devraient d'ailleurs, à notre avis, être résolues dans un sens analogue à celui que nous avons indiqué précédemment au sujet de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux : les coopératives agricoles, dont les opérations sont conformes à celles visées par la loi du 5 août 1920, n'achètent pas pour revendre et n'effectuent pas d'actes de commerce susceptibles juridiquement d'être assujettis à l'impôt cédulaire ; elles devraient donc échapper à la taxe sur le chiffre d'affaires.

Il est à remarquer que l'administration en accord avec la jurisprudence du Conseil d'Etat (arrêt du 22 fé-

1. Circulaire du 22 juillet 1926, n° 253, de la direction générale des Contributions indirectes.

vier 1924) estime que les *coopératives de consommation* considérées comme achetant pour revendre peuvent être assujetties à la taxe sur le chiffre d'affaires, même lorsqu'elles sont affranchies de l'impôt sur les bénéfices des professions commerciales et industrielles par application de la loi du 31 juillet 1917 (art. 15) : il est à craindre que cette pratique ne se généralise.

Notons cependant, en terminant, que la loi du 16 avril 1930 (art. 54, 55 et 56) a transformé en une taxe unique à la production l'impôt sur le chiffre d'affaires se rapportant aux opérations de vente de vin, cidres, etc et que l'arrêté du 1^{er} mai 1930 fixant les conditions d'application de cette loi en a exonéré les expéditions faites par les récoltants aux particuliers et à certains débits (art. 4). Ces dispositions sont applicables aux coopératives vinicoles et cidricoles de production dont les opérations portent exclusivement sur les produits de la récolte de leurs adhérents, sous réserve que l'expédition sera faite par congé individuel au nom du récoltant. Dans ce cas particulier, la loi ne fait donc plus intervenir le caractère industriel de l'entreprise.

c) *La taxe d'apprentissage.*

La taxe d'apprentissage n'est applicable qu'aux entreprises présentant un caractère commercial et la circulaire du 30 avril 1931 de la direction générale des contributions directes précise que ne doivent pas y être assujetties « les sociétés coopératives de consommation, syndicats agricoles, sociétés coopératives agricoles et unions qui fonctionnent dans les conditions requises pour être exonérées de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ». Les difficultés afférentes à l'application de cette taxe seront donc résolues en même

temps que celles signalées plus haut pour l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

d) *La Licence :*

En ce qui concerne la licence, droit frappant toute personne exerçant un commerce soumis à une autorisation ou une déclaration, la loi du 5 août 1920 (art. 33) a nettement posé le problème fiscal. Les sociétés coopératives agricoles constituées conformément aux dispositions de cette loi et ne vendant que les récoltes de leurs membres vinifiées, distillées ou transformées en commun, sont exemptées du droit de licence, dans les mêmes conditions que les propriétaires récoltants.

Cette exemption s'applique non seulement aux vins obtenus en commun dans les caves coopératives, mais encore aux eaux-de-vie résultant de la distillation de ces vins ou de leurs résidus (distilleries coopératives).

B. *Tendances actuelles des projets et propositions de loi concernant le régime fiscal des coopératives agricoles*

Les difficultés pratiques soulevées par l'application de l'art. 32 de la loi de finances du 30 décembre 1928 ont attiré l'attention des législateurs et divers projets et propositions de loi concernant les coopératives agricoles s'efforcent de donner à celles-ci un statut fiscal logique.

Le projet de loi déposé le 16 juin 1930¹ sur le bureau de la Chambre des Députés se proposait de fixer le statut fiscal des coopératives agricoles *de production*, constituées conformément à l'art. 23 de la loi du 5 août 1920. Il prévoyait deux conditions à réaliser pour que ces sociétés soient exemptées de l'impôt sur

1. Projet de loi sur le statut fiscal des coopératives agricoles de production : Chambre des députés, séance du 16 juin 1930, annexe n° 3566.

les bénéfices industriels et commerciaux et de la taxe sur le chiffre d'affaires ; pour une production donnée :

1^o le pourcentage d'écart entre le prix de vente des produits obtenus par la coopérative et la valeur des produits agricoles apportés par les coopérateurs,

2^o le pourcentage d'écart entre la valeur des produits étrangers entrant dans la composition des produits fabriqués et la valeur des produits agricoles apportés par les coopérateurs, fixés par décret ne doivent pas dépasser les taux limites.

Ces deux conditions appellent des remarques : sur quelles bases seront déterminées les valeurs des produits agricoles récoltés et apportés par les coopérateurs ? Les mercuriales sont généralement incomplètes et n'existent pas dans toutes les localités. De plus, la première condition est la négation de tout progrès puisque, à production égale, elle aboutit à rendre passible de l'impôt les coopératives les mieux outillées et les mieux administrées pour lesquelles les frais généraux sont les plus réduits.

La première condition est particulièrement discutable et elle n'a pas été maintenue dans le projet de loi du 28 mai 1931 ¹, (projet Tardieu), dont nous avons déjà parlé au sujet du statut juridique des coopératives agricoles.

Ce projet exempté de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et de la taxe sur le chiffre d'affaires les coopératives agricoles et leurs unions constituées conformément aux stipulations du présent projet ², sous la double condition :

1. Projet de loi sur le statut des coopératives agricoles, n° 5034, *loc. cit.*

2. V. page 45.

1° que la proportion des produits ne provenant pas des exploitations des associés et entrant à titre accessoire dans la composition des produits obtenus et vendus par la coopérative ne dépasse pas un certain pourcentage qui sera fixé par décret,

2° qu'elles n'organisent ni n'exploitent un magasin distinct de leur établissement principal pour la vente au détail.

Les deux conditions à l'exonération portent donc : la première sur *la composition du produit vendu* (limitation du pourcentage de matières étrangères incorporées aux produits récoltés par les sociétaires), la seconde sur *l'écoulement de celui-ci* (les coopératives ne doivent pas exploiter pour la vente au détail de magasin distinct de leur établissement principal). Ces deux restrictions se retrouvent dans la plupart des propositions de loi récemment déposées et indiquent bien la tendance actuelle en matière d'exonération des coopératives agricoles ¹.

Il est d'ailleurs généralement prévu qu'en cas de vente au détail dans des magasins distincts de l'établissement principal, les coopératives agricoles ne sont redevables des impôts précités que pour ces ventes, à condition qu'elles soient retracées dans une comptabilité spéciale.

Le projet de loi du 28 mai 1931 contient, en outre, une prescription nouvelle intéressante : en vue d'apporter à la série des transformations subies par les produits une borne au delà de laquelle l'opération perd le caractère agricole, l'exonération fiscale est limitée à celles des

1. Proposition de loi E. Barthe : Chambre des députés, séance du 30 janvier 1931, annexe n° 4420.

Proposition de loi P. Blanc : Chambre des députés, séance du 18 décembre 1930, annexe n° 4217.

opérations de transformation concernant les produits destinés à l'alimentation de l'homme ou des animaux et les sous-produits en provenant.

L'intérêt de ce texte est d'éviter l'extension indéfinie des opérations de transformation effectuées sur les produits agricoles et dont le cycle est parfois si étendu que la matière traitée, obtenue au dernier stade, n'a plus qu'un très vague rapport avec l'agriculture. Toutefois, le texte du projet tel qu'il était rédigé privait du bénéfice de la loi un certain nombre de coopératives agricoles, telles que les résineries, les féculeries, les malteries, les distilleries de fleurs, etc... et c'est pour cette raison que la commission des finances de la Chambre ajouta aux opérations de transformations exonérées de l'impôt celles donnant des « produits et sous-produits pouvant être utilisés, à *titre de matières premières*, par l'agriculture et l'industrie ».

De l'exposé précédent, il résulte que la tendance législative actuelle est bien d'exonérer les coopératives agricoles de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ainsi que de la taxe sur le chiffre d'affaires, mais que pour profiter de ce régime fiscal privilégié, ces sociétés devront se conformer à des règles sévères, à savoir :

a) posséder un statut juridique en accord avec les textes régissant la coopération agricole ;

b) incorporer aux récoltes de leurs membres des produits étrangers en quantité seulement accessoire ;

c) ne pas vendre au détail les produits obtenus par elles dans des magasins distincts de l'établissement principal.

Ces règles, si elles sont adoptées, auront pour avantage de restreindre les difficultés fiscales en substituant à l'arbitraire actuellement en honneur des critères précis d'appréciation du caractère agricole des opérations accomplies par les coopératives.

De plus, ces prescriptions strictes auront pour effet probable de favoriser le développement de la production agricole et de ses débouchés, tout en rassurant l'industrie et le commerce qui voient souvent dans la coopérative agricole de production et de vente un concurrent déloyal.

CHAPITRE III

LE CRÉDIT AGRICOLE

L'agriculteur désireux de réaliser une opération agricole (achat d'engrais, transformation des produits récoltés, etc...), soit seul, soit par l'intermédiaire d'une coopérative, est fréquemment arrêté par le manque de ressources disponibles suffisantes. L'institution de crédit apparaît donc comme le complément indispensable des organismes que nous avons déjà envisagés. Le crédit agricole, à la différence du crédit foncier, a pour but de fournir, aux agriculteurs et à leurs associations, non pas des capitaux d'établissement, mais des capitaux d'exploitation¹. L'agriculteur, pour l'achat de bestiaux, d'engrais par exemple, ne peut commodément recourir ni au Crédit foncier qui ne prête qu'à long terme et à ceux fournissant des garanties hypothécaires, ni aux banques commerciales qui prêtent à échéance trop brève et à un taux élevé : de là, la nécessité d'organismes spéciaux, adaptés à sa condition sociale et capables de lui

1. Il est à remarquer que, en raison du prix élevé de la main-d'œuvre et du matériel, le capital d'exploitation d'après-guerre est au coefficient 7 environ, tandis que le capital foncier est resté au voisinage du coefficient 3.

ouvrir des crédits à court terme ou parfois à long terme, renouvelables à des conditions modérées.

Les prêts à court terme eux-mêmes doivent être en relation avec la période des opérations culturales et par suite être à échéance plus longue que ceux du commerce et de l'industrie.

Le crédit agricole par l'organisation de prêts à moyen et long terme permet aux agriculteurs de ne pas vendre simultanément et à bas prix leurs récoltes faisant ainsi baisser anormalement les cours (organisation de la vente du blé et de caves de vinification) : le développement du crédit en permettant d'échelonner les ventes des récoltes sur un laps de temps suffisamment long a donc un *effet régulateur* sur la vie économique du pays.

De même, le crédit agricole, en permettant, par le crédit à long terme, au petit salarié l'accession à la propriété développe des petites exploitations familiales qui donnent au pays son assiette et sa sécurité économique : d'où un *rôle stabilisateur*.

Ainsi que nous le verrons en étudiant l'évolution des institutions de crédit agricole, les premiers essais faits pour organiser le crédit agricole eurent pour but d'ouvrir aux agriculteurs un accès facile aux banques ordinaires. Ces essais ne furent pas couronnés de succès ; cependant il ne faudrait pas croire que l'agriculteur isolé est dans l'impossibilité d'obtenir du crédit et qu'il doit nécessairement recourir aux organismes coopératifs.

De même que, dans l'introduction, nous avons dit quelques mots de la situation juridique de l'agriculteur isolé, de même ici, dans ce préambule à l'étude du crédit agricole, nous examinerons par quels moyens l'agriculteur isolé peut obtenir du crédit. Ceci nous conduit à parler :

1^o du crédit direct aux agriculteurs par la Banque de France,

2^o du crédit par les warrants agricoles.

A. Le crédit direct aux agriculteurs par la Banque de France

Ainsi que nous le verrons ci-dessous (p. 78 et 81), la Banque de France apporte une aide efficace aux caisses de crédit agricole mutuel : d'une part, en contribuant par ses redevances annuelles à entretenir les ressources de la caisse nationale, d'autre part en réescomptant le portefeuille des caisses régionales, dont les effets après endossement par celles-ci sont « bancables ».

Là ne se borne pas le rôle actif de la Banque de France dans l'économie rurale. Elle exécute également des opérations directes de crédit aux agriculteurs, opérations, qui, sans porter sur des mouvements de fonds très importants, n'en sont pas moins à signaler. Elle utilise pour cela soit le mécanisme des avances sur titres, soit celui des escomptes de warrants ou d'effets.

Le fonctionnement de l'ouverture de crédit en compte-courant accompagnée d'une avance sur titres est connu ; nous ne parlerons ici que des opérations d'escompte effectuées par la Banque.

On peut poser, comme une règle générale, que la Banque de France n'escompte que les effets à trois mois, portant trois signatures ; mais elle accepte un certain nombre de combinaisons rendant plus accessibles ses opérations de crédit : en particulier, un dépôt de titres dans une des succursales de la Banque peut être substitué à la troisième signature et cette dérogation est d'autant plus

intéressante que la valeur de ces titres n'a pas besoin d'être très élevée, il suffit qu'elle soit en rapport avec l'importance des opérations effectuées.

Cette forme de crédit est connue sous le nom de « compte-courant d'escompte » : elle rend la Banque de France accessible à tous et l'agriculteur, en particulier, peut ainsi faire escompter, à un taux normal, ses effets ¹.

Dans le cas, non plus de billets à ordre, mais de traites sur un débiteur, le possesseur d'un compte-courant d'escompte peut les présenter, même avant l'acceptation, à la Banque de France qui se charge de les faire accepter et les escompte au taux normal.

Il est assez difficile de se rendre compte exactement de l'importance actuelle du crédit direct accordé par la Banque aux agriculteurs ; d'une enquête faite par elle auprès de ses succursales, sur la période 1900 à 1909, il résultait que ces opérations se décomposaient comme suit ¹ :

Avances sur titres	159	millions de francs
Escompte	de warrants	73 — —
	d'effets	344 — —
		—
		576 — —

Elles ne sont donc pas négligeables.

B. *Le crédit par les warrants agricoles*

Les institutions de crédit que nous envisagerons bientôt reposent sur le *crédit personnel* et en particulier les prêts consentis par les caisses de crédit agricole mutuel

1. Sagnier, *Le crédit agricole en France*, 1911.

dépendent principalement de la valeur morale du débiteur et non pas des immeubles qu'il offre en garantie. Même en ce qui concerne les prêts à long terme, ce caractère de crédit personnel a été maintenu et la garantie hypothécaire demandée n'intervient qu'à titre de complément et il importe de remarquer que, dans ce cas, l'assurance du remboursement repose sur la valeur professionnelle et morale de l'emprunteur et non pas sur la faculté d'exproprier le gage immobilier.

Ceci ne veut pas dire que le crédit réel n'a pas rendu des services importants à l'agriculture et de nombreux auteurs ont reconnu que l'emprunt hypothécaire a souvent permis aux paysans d'arriver à la propriété ou d'agrandir ce qu'ils possèdent, mais cette forme de crédit, trop rigoureuse et trop étroite, possède l'inconvénient de mettre le débiteur trop à la merci de son bailleur de fonds et elle ne pouvait suffire aux besoins de l'agriculture.

En même temps que s'élaborait la législation relative au crédit agricole personnel, des essais furent tentés d'organiser le crédit agricole réel sur gage mobilier. Antérieurement à toute intervention législative, quelques syndicats agricoles avaient tenté de substituer le warrantage à domicile (les récoltes restant dans les greniers du producteur) au warrantage légal : ce dernier, nécessitant le dépôt préalable dans des magasins généraux, était en particulier impraticable pour les blés, par suite des frais entraînés.

Depuis, la loi du 18 juillet 1898 a autorisé le nantissement des récoltes, sans déplacement du gage, créant ainsi le warrant agricole escomptable par le cultivateur au même titre que le warrant commercial par le commer-

çant. Cependant en raison de la complexité des formalités du warrantage à domicile, ce nouveau moyen de crédit n'est pas entré dans les habitudes des agriculteurs et la loi de 1898 a été abrogée et remplacée par celle du 30 avril 1906, qui a simplifié les formalités du warrantage.

Aux termes de cette loi, tout agriculteur peut emprunter sur les produits agricoles ou industriels de son exploitation, qui ne sont pas immeubles par destination, non seulement dans le cas où il en conserve la garde, mais encore dans celui où il en confie le dépôt «aux syndicats, comices et sociétés agricoles dont il est adhérent, ou à des tiers convenus entre les parties » (art. 1^{er}).

Le nouvel instrument de crédit est ainsi devenu beaucoup plus souple et il peut être utilisé soit par les cultivateurs isolés, soit par des sociétés coopératives agricoles sur les produits dont elles sont devenues propriétaires, lorsque leurs statuts ne s'y opposent pas.

Les formalités et le fonctionnement du warrantage des produits agricoles ont également été simplifiés : la pièce dénommée warrant est établie, d'après les déclarations de l'emprunteur, par le greffier de la justice de paix du canton où se trouvent les objets à warranter ; ou bien, plus simplement, elle est rédigée entre les parties mais, dans ce cas, le warrant agricole n'est opposable aux tiers qu'après sa transcription au greffe de la justice de paix.

Il est à remarquer que l'emprunteur conserve le droit de vendre les produits warrantés à l'amiable et avant le paiement de la créance, même sans le concours du prêteur : il conserve donc une certaine liberté d'action, mais la tradition à l'acquéreur ne peut être effectuée que lorsque le créancier a été désintéressé.

Le but du législateur a été de faire du warrant agricole un moyen de crédit commode et rapide possédant certains avantages des effets commerciaux : les établissements publics peuvent recevoir les warrants comme effets de commerce avec dispense d'une des signatures exigées par les statuts ; le warrant est transmissible par voie d'endossement et tous ceux qui ont signé ou endossé un warrant sont tenus à la garantie solidaire envers le porteur.

Lorsque la créance est arrivée à échéance, le porteur doit en réclamer le paiement à l'emprunteur et, à défaut de ce paiement, constater et renouveler sa réclamation par lettre recommandée adressée au débiteur. S'il n'est pas payé dans les cinq jours de l'envoi de cette lettre, le porteur du warrant est tenu, sous peine de perdre ses droits contre les endosseurs, de dénoncer le défaut de paiement, au plus tard quinze jours après l'échéance, par avertissement, pour chacun des endosseurs, remis au greffier de la justice de paix compétent, qui fait connaître cet avertissement aux endosseurs, par lettre recommandée et dans la huitaine.

En cas de refus de paiement, le porteur du warrant peut, quinze jours après la lettre recommandée adressée à l'emprunteur, faire procéder à la vente publique de la marchandise engagée ; il est directement payé sur le prix de vente et s'il y a insuffisance de celui-ci, il peut alors exercer son recours contre l'emprunteur et les endosseurs.

D'après ce qui précède, nous voyons donc que le warrant agricole, peut être considéré comme un billet à ordre, qui prend vie par le premier endossement. Toutefois, il a été nécessaire d'adapter le warrant agricole aux nécessités de l'agriculture dont les opérations sont

moins rapides que les transactions commerciales : c'est pour cette raison que le warrant agricole, quoique fonctionnant comme un effet de commerce au point de vue solidarité des endosseurs, n'est pas soumis aux formalités du protêt en cas de non paiement et que la loi prévoit des formalités plus simples, moins coûteuses et aussi moins accélérées et par conséquent plus à la portée du paysan.

Le warrant agricole, en dehors de son caractère d'effet de commerce, est de plus un titre de gage, mais comme la marchandise warrantée reste entre les mains de l'emprunteur, la garantie offerte est de qualité inférieure. Cette garantie doit être considérée comme une hypothèque, avec cette différence que, s'appliquant à des récoltes, elle ne présente ni la stabilité ni la sécurité de l'hypothèque immobilière.

C'est ce qui explique que les établissements de crédit hésitent souvent à accepter les warrants qui leur sont présentés à l'escompte et que la loi du 30 avril 1906 n'a pas eu le succès espéré.

De 1900 à 1909, la Banque de France, dans ses opérations de crédit direct aux agriculteurs, a escompté pour 73 millions de warrants ; actuellement, les warrants agricoles interviennent surtout à titre de garantie des prêts à court terme accordés par les caisses locales de crédit agricole mutuel.

Ce qui précède montre donc les efforts qui ont été faits pour permettre à l'agriculteur d'obtenir du crédit, sans passer par l'intermédiaire des organismes corporatifs ; ces efforts ont donné des résultats, qui, sans être négligeables, ne sont pas importants : ceci parce que seuls les agriculteurs ayant une certaine éducation

financière songent à recourir au crédit direct par la Banque de France et que les warrants agricoles constituent un titre de gage de qualité inférieure, qui n'inspire qu'une confiance limitée.

Le véritable essor du crédit agricole s'est fait par le développement des caisses locales et régionales et c'est cette question que nous allons maintenant examiner, en adoptant le plan suivant :

- I. Evolution des institutions de crédit agricole,
- II. Organisation actuelle du crédit agricole mutuel :
 - A) Caisses locales,
 - B) Caisses régionales,
 - C) Caisse nationale de crédit agricole,
- III. Régime juridique des caisses de crédit agricole
- IV. Opérations effectuées par ces sociétés,
- V. Crédit individuel.
- VI. Crédit collectif.

I. Evolution des institutions de crédit agricole.

L'organisation du crédit agricole en France, avant d'atteindre l'état actuel, est passée par un certain nombre d'étapes correspondant à l'évolution des divers organismes agricoles :

a) *de 1845 à 1884* : Tentatives dues à l'initiative privée :

L'organisation d'institutions de crédit, plus spécialement adaptées aux besoins des agriculteurs, commence à préoccuper l'opinion publique et cette tendance se manifeste, au parlement, en 1845, par l'expression d'un

vœu et, en 1848, par le dépôt d'un projet de loi qui n'aboutit pas.

En 1860, fut créée, en annexe au crédit foncier, une banque centrale dont le succès fut très restreint parce qu'elle était trop haut placée pour atteindre les paysans en méfiance vis-à-vis de cet organisme inconnu. Une spéculation malheureuse sur le papier égyptien entraîna d'ailleurs son krach en 1876. Des essais analogues d'initiative privée, de même que la tentative d'ouvrir aux agriculteurs un accès facile aux banques ordinaires, ne furent pas plus couronnées de succès.

b) *de 1884 à 1894* : Influence syndicale et apparition du crédit agricole mutuel :

Les syndicats agricoles s'intéressent au crédit agricole et contribuent, par leur action directe sur les paysans, à son acclimatation dans notre pays et grâce à eux se répand cette vérité essentielle que le crédit agricole doit s'organiser « par en bas ». Le syndicat agricole de Poligny (Jura), créé en 1884, fonde, l'année suivante, sous forme de société anonyme à capital variable, une institution de crédit agricole mutuel, qui semble être la première en France et qui réussit.

Parallèlement, l'initiative privée continue à s'exercer et ses efforts aboutissent à la création des caisses rurales *L. Durand* (basées sur les principes des caisses allemandes Raiffeisen) et des caisses coopératives *Rayneri* : ces caisses s'adressent chacune à une circonscription restreinte et sont régies par les principes de la responsabilité solidaire des associés (v. p. 107).

Cette période est fondamentale dans l'évolution du crédit agricole, car elle a vu se répandre, sous l'impul-

sion des syndicats, des institutions de crédit, mutuelles et coopératives, organisées dans le cadre professionnel.

c) *de 1894 à 1920* : Action législative de l'Etat :

L'action de l'Etat vient se substituer à l'initiative privée et la *loi fondamentale du 5 août 1894*, due à l'action de J. Méline, autorise la formation, entre les membres des syndicats agricoles, de caisses locales destinées à faciliter les opérations effectuées par leurs membres, et relatives à la production agricole. Cette loi eut pour effet d'éviter aux caisses locales les nombreuses formalités de constitution imposées aux sociétés ordinaires par le code de commerce, mais elle ne leur a pas donné les ressources qui leur étaient indispensables pour jouer leur rôle.

Il fut remédié à cette situation au moment du renouvellement du privilège d'émission de la Banque de France et la loi du 31 mars 1899, tout en prévoyant l'organisation de caisses régionales de crédit agricole groupant les caisses locales d'une même circonscription, décida que l'avance de 40 millions de francs et la redevance annuelle à verser au trésor par la Banque seraient attribuées, à titre d'avances, aux caisses régionales.

Les organismes de crédit agricole, créés par le législateur, eurent ainsi les moyens financiers qui leur étaient nécessaires pour développer leur action, et devant l'évolution économique de l'agriculture, le législateur a été conduit à étendre le nombre de leurs opérations :

a) d'une part, par la loi du 29 décembre 1906, qui a autorisé les caisses régionales à consentir aux sociétés coopératives agricoles des prêts, d'une durée allant jusqu'à 25 ans et dont le montant peut s'élever pour chaque coopérative au double du capital versé (crédit collectif à long terme) ;

b) D'autre part, par la loi du 19 mars 1910, qui a autorisé les caisses locales à consentir à leurs membres, pour un délai maximum de 15 ans, des prêts ne pouvant dépasser 8.000 francs et destinés à favoriser le développement de la petite propriété rurale (crédit individuel à long terme).

Les lois essentielles que nous rappelons ici ont organisé de façon définitive, dans ses grandes lignes, le crédit agricole actuel et la loi du 5 août 1920 est venue seulement codifier les lois antérieures et apporter quelques améliorations, parmi lesquelles on peut citer les suivantes :

1° Les prêts individuels à long terme ayant pour but l'accession à la petite propriété sont portés à un maximum de 40.000 francs ;

2° Le bénéfice des prêts à long terme prévus par la loi de décembre 1906 est étendu aux associations syndicales à objet agricole, aux sociétés agricoles d'intérêt collectif ;

3° Les prêts à moyen terme, déjà pratiqués, en fait par les caisses de crédit agricole, entrent dans leurs opérations *légalés* ;

4° Un organisme central, doué de l'autonomie financière et chargé de coordonner et de contrôler l'action des caisses de crédit agricole, de gérer la dotation et de répandre l'usage du crédit mutuel et de la coopération parmi les agriculteurs est créé : cet organisme, c'est la caisse nationale de crédit agricole.

Un décret portant règlement d'administration publique en date du 9 février 1921, modifié par le décret du 4 avril 1929, fixe les conditions d'application de la loi du 5 août 1920, qui elle-même a été corrigée ou complétée, sur des points de détail, par diverses lois postérieures.

II. Organisation actuelle du crédit agricole mutuel.

Le crédit agricole mutuel, tel qu'il a été organisé par les lois successives codifiées en 1920, est un crédit décentralisé, comprenant, à la base, la *caisse locale* dont la circonscription restreinte s'étend sur une ou plusieurs communes et la *caisse régionale*, généralement départementale, qui groupe autour d'elle les caisses locales de sa circonscription.

A. *Caisses locales.*

Les caisses locales de crédit agricole ont été créées par la loi du 5 novembre 1894, dont l'art. 1^{er} précise que : « des sociétés de crédit agricole peuvent être constituées soit par la totalité ou par une partie des membres d'un ou plusieurs syndicats professionnels ». Les syndicats agricoles ont donc été étroitement liés aux caisses de crédit, dès la création de celles-ci ; au fur et à mesure du développement des organismes agricoles, la nécessité d'élargir le recrutement des adhérents aux caisses de crédit s'est fait sentir : en 1908, ont été ajoutées aux syndicats les sociétés d'assurances mutuelles régies par la loi du 4 juillet 1900.

Cette évolution s'est accentuée et actuellement (loi du 5 août 1920, art. 1^{er}) les caisses de crédit agricole peuvent être constituées par tout ou partie des membres d'une ou plusieurs des associations suivantes ou par ces associations elles-mêmes :

— syndicats professionnels agricoles,
 — sociétés d'assurances mutuelles agricoles régies
 par la loi du 4 juillet 1900.

— sociétés coopératives agri- coles	} énumérées à l'art. 22 de la loi.
— associations syndicales agri- coles	
— sociétés agricoles d'intérêt collectif	

Les *petits artisans ruraux*, tels que : maréchaux-ferrants, forgerons, peuvent faire partie des caisses locales, à condition qu'ils fassent partie d'un syndicat agricole et n'emploient pas plus de deux ouvriers de façon permanente (décret du 9 février 1921, art. 9).

Aux termes de la loi de 1894, ces caisses de crédit avaient pour objet exclusif de faciliter les opérations se rapportant à « l'industrie agricole », effectuées par les syndicats ou les membres de ces syndicats ; un peu plus tard, afin de faire disparaître toute ambiguïté, il fut précisé que ces opérations devaient concerner la *production agricole* (loi du 18 février 1910).

Possédant une circonscription restreinte, les caisses locales sont formées de membres se connaissant et à même par conséquent de s'apprécier mutuellement au point de vue moral, professionnel et matériel. Le rôle d'examiner les demandes de prêts et de les accueillir ou de les rejeter, leur revenait tout naturellement. La loi du 5 août 1920, dans son art. 6, leur a confirmé cette mission capitale très délicate, en décidant que les prêts à court et à moyen terme ainsi que les prêts *individuels* à long terme sont consentis par la Caisse locale.

Seules les avances à long terme aux associations agricoles sont soumises à un régime spécial.

Le rôle des caisses locales est donc primordial : au 31 décembre 1931, le nombre de ces caisses, affiliées aux Caisses régionales ayant reçu des avances de l'Etat, était de 6.125 ; le montant du capital social versé, de 167 millions et demi de francs et celui de leurs réserves, de de près de 150 millions de francs¹.

B. *Caisses régionales.*

Ainsi que nous l'avons noté dans l'historique du crédit agricole, les caisses locales, manquant de l'appui financier de l'Etat, ne pouvaient se développer : la loi du 31 mars 1899 en vue d'assurer l'essor du crédit agricole, a prévu la constitution de caisses régionales ayant pour but « de faciliter les opérations concernant l'industrie agricole effectuées par les membres des sociétés locales de crédit agricole mutuel de leur circonscription et garanties par ces sociétés ».

En vue de leur donner les moyens financiers voulus, des avances sans intérêt accordées par l'Etat furent prévues par cette même loi et à cet effet un fonds fut constitué : la dotation du crédit agricole, dont nous parlerons à propos des ressources de la caisse nationale de crédit agricole.

Les caisses régionales groupent autour d'elles les caisses locales de leur circonscription et leur but est actuellement défini ainsi :

1. La plupart des renseignements économiques concernant les caisses de crédit agricole mutuel sont extraits du « *Rapport sur les opérations de crédit agricole mutuel, pendant l'année 1931* » (Caisse nationale de crédit agricole).

1° elles facilitent les opérations à court terme, à moyen terme et à long terme effectuées par les membres des caisses locales adhérentes ;

2° elles transmettent aux sociétés coopératives agricoles, aux associations syndicales et à tous autres groupements les avances spéciales qui peuvent leur être consenties par l'Etat. (Loi du 5 août 1920, art. 11).

En dehors des avances en compte-courant qui leur sont consenties par l'Etat pour leurs prêts à court terme, les caisses régionales ont également d'autres ressources : en effet, leur principal rôle est d'escompter les effets souscrits par les membres des caisses locales et garanties par elles et, lorsqu'elles ont besoin de fonds, elles peuvent faire réescompter tout ou partie de leur portefeuille par la Banque de France ou certains grands établissements de crédit, après avoir endossé les effets en leur possession. Le papier porte, à ce moment, trois signatures, celles de l'emprunteur, de la caisse locale et de la caisse régionale : il est donc « *bancable* ».

Enfin elles ont un capital social, formé par les parts souscrites de leurs locales et de leurs sociétaires individuels, et un fonds de réserve. De plus, elles peuvent recevoir des dépôts à vue ou à échéances et contracter des emprunts.

L'état économique actuel des caisses régionales de crédit agricole est le suivant : au 31 décembre 1931, 100 caisses régionales avaient reçu des avances de la caisse nationale ; leur capital social versé représentait à cette date 167.576.000 francs et leurs réserves 149.929.000 francs. Le total des dépôts de fonds reçus par elles, dans l'année 1931, atteint 3.561.700.000 francs.

C. Caisse nationale de crédit agricole.

La Caisse nationale de crédit agricole a été créée sous le nom d'Office national du crédit agricole, par la loi du 5 août 1920, titre V, et a reçu son nom définitif dans la loi du 9 août 1926.

Avant la création de cet organisme, le contrôle des caisses locales et régionales ainsi que l'étude des questions intéressant le crédit agricole, dépendaient de l'administration centrale du ministère de l'agriculture. Ce système entraînait des complications et des retards, le service chargé de ces attributions étant tenu de se conformer aux formalités auxquelles sont soumises les administrateurs de l'Etat et en particulier aux règles de la comptabilité publique.

a) Organisation de la Caisse nationale du crédit agricole :

La Caisse nationale de crédit agricole est un établissement public et elle possède, par suite, la personnalité juridique et l'autonomie financière. Administrée par un conseil d'administration élu, elle est placée sous le contrôle d'une commission plénière de trente membres, présidée par le ministre de l'agriculture : son organisation, ses méthodes de paiement et de recouvrement (chèques, virements de comptes, etc...) ainsi que son objet permettent de la comparer à certains égards aux grandes institutions de crédit.

Le conseil d'administration possède des pouvoirs étendus pour la gestion des biens et affaires de la caisse ; en particulier, il peut transiger, statuer sur les demandes d'avances dont il fixe le taux d'intérêt, délibérer sur

les projets de budget. Il est autorisé à contracter les emprunts qu'il juge utiles, par l'émission de bons, sans toutefois que le montant de ces emprunts puisse dépasser une somme de vingt millions par an ; au-dessus de cette somme, il devra au préalable obtenir l'autorisation des ministres de l'agriculture et des finances (décret du 9 février 1921, art. 41).

Le directeur général, administrateur de la caisse, est chargé d'assurer l'application de la loi du 5 août 1920 ; il représente la caisse en justice et peut, sans autorisation du conseil d'administration, faire tous actes conservatoires, agir en référé et passer certains marchés.

b) *Fonctions de la Caisse nationale de crédit agricole :*

Elle a pour objet :

- la gestion de la dotation du crédit agricole ;
- la gestion des dépôts de fonds reçus par les caisses régionales et qui lui sont confiées par elles ;
- l'émission de bons par l'intermédiaire des caisses régionales ;
- la gestion des crédits votés en application de la loi du 4 mai 1918 relative à la mise en culture des terres abandonnées.

La caisse nationale, en dehors de ces fonctions financières précises, joue le rôle d'élément de direction et de coordination auprès des caisses de crédit ; elles s'efforcent de développer, parmi les populations rurales, la pratique du crédit mutuel et de la coopération agricole : sa mission est par conséquent très vaste.

Il est à remarquer que la caisse nationale, malgré l'autonomie qui lui est conférée, est cependant soumise, en particulier au point de vue budgétaire, à une tutelle étroite des ministres de l'agriculture et des finances et

doit demander des approbations multiples qui retardent son fonctionnement. De plus, comme les fonds libres provenant de la dotation ou des remboursements effectués sur les prêts consentis doivent être déposés au Trésor ou à un compte de chèques postaux¹, c'est-à-dire sans intérêt, la caisse ne peut utiliser de façon rémunératrice les capitaux qu'elle est autorisée à recevoir et, en particulier, chaque fois qu'elle se fait rembourser une avance, elle perd l'intérêt de la somme prêtée.

c) *Ressources de la Caisse nationale de crédit agricole :*

1° Dotation du crédit agricole :

La convention passée avec la Banque de France pour le renouvellement de son privilège d'émission (31 octobre 1896) prévoyait que la Banque avancerait à l'Etat, sans intérêt et pour la durée de son privilège, la somme de 40 millions de francs destinée au crédit agricole. De plus, en dehors de ce fonds versé une fois pour toutes, elle doit remettre, chaque année, par semestres, une redevance égale au produit du chiffre de la circulation productive par le huitième du taux de l'escompte, sans que cette redevance puisse jamais tomber au-dessous de deux millions de francs.

A cette dotation ainsi constituée, est venue s'ajouter une participation de l'Etat aux bénéfices de la Banque (convention du 26 octobre 1917 et convention additionnelle du 26 juillet 1918).

La loi du 19 décembre 1926 a prévu que les redevances dues par la Banque de France au Trésor ainsi que la part des bénéfices de la Banque revenant éventuellement à

1. Décret du 9 février 1921, art. 64, ajouté par le décret du 4 avril 1929.

l'Etat sont portées à un compte spécial ouvert dans les écritures du Trésor et sont attribuées pour les cinq sixièmes à la Caisse nationale de crédit agricole. Toutefois lorsque le montant des versements annuels faits par la Banque dépasse 115 millions, la moitié du surplus seulement est portée à ce compte spécial, l'autre moitié étant attribuée au Trésor et versée aux produits divers du budget général de l'exercice en cours.

La Caisse nationale dispose de plus, au fur et à mesure de leur remboursement, des sommes prêtées en exécution de la loi du 4 mai 1918 pour la mise en culture des terres abandonnées pendant la guerre et qui ont atteint 100 millions de francs.

Au 31 décembre 1931, la dotation du crédit agricole dépassait 1.248.600.000 francs dont la répartition, fixée par le décret du 3 décembre 1931, est prévue comme suit : après déduction des avances pour prêts à court terme dont le montant peut varier entre 50 et 75 millions, et des avances en cours pour prêts à moyen terme, sur cette dotation :

70 % sont réservés au crédit individuel à long terme et 30 % au crédit collectif à long terme.

2° Avances à la Caisse nationale pour prêts à moyen terme :

Les ressources de la dotation du crédit agricole ayant été reconnues trop faibles pour permettre de satisfaire aux nombreuses demandes d'avances à moyen terme des caisses régionales, le parlement a mis successivement à la disposition de la Caisse nationale trois avances de 500 millions chacune (lois des 15 juillet 1928, 30 mars 1931, 20 juillet 1932).

3° Avances à la Caisse nationale pour prêts à long terme :

Les ressources de la dotation ayant été également reconnues insuffisantes pour satisfaire aux demandes de prêts à long terme, le parlement a mis à la disposition de la Caisse nationale deux avances de 250 millions chacune (lois des 4 août 1929 et 22 juillet 1932) pour lui permettre de faire face aux demandes dont elle est saisie.

Les sommes correspondant aux avances 2 et 3 proviennent d'avances faites au Trésor par la Caisse des dépôts et consignations, au fur et à mesure des besoins, sur les fonds de ses comptes propres ou sur ceux des caisses dont elle a la gestion.

4° Dépôts de fonds effectués à la Caisse nationale :

La Caisse nationale de crédit agricole a été autorisée (loi du 5 août 1920, art. 35) à recevoir les excédents de dépôts de fonds des caisses régionales ; le solde des dépôts de fonds, ainsi confiés à elle, dépassait au 31 décembre 1931, la somme de 387.420.000 francs.

De plus, elle a commencé, au cours de l'année 1931, à recevoir des dépôts de fonds de particuliers en application de la loi de finances du 19 décembre 1926 (art. 90) : le solde de ces dépôts était, au 31 décembre 1931, de 1.500.000 francs.

Nous voyons ainsi que la Caisse nationale de crédit agricole dispose de ressources considérables, qui lui ont permis d'accorder, en 1931, des avances dépassant 563 millions de francs. Les chiffres récents, que nous avons jugé utile de donner ci-dessus, montrent l'importance actuelle du crédit agricole dans l'économie de notre pays.

III. Régime juridique des caisses de crédit agricole et caractères de leurs opérations.

A. Régime juridique des caisses de crédit agricole.

Les caisses locales de crédit agricole sont des sociétés à caractères mutualistes qui doivent, bien que cela n'ait pas été dit explicitement par la loi du 5 août 1920, être considérées comme des coopératives; d'ailleurs depuis, toute ambiguïté a été levée et la loi plus récente du 14 juillet 1929 contient, dans son art. 2, la phrase suivante : « Les caisses de crédit agricole mutuel... sont des sociétés coopératives dont les livres... » qui supprime toute incertitude.

De même, les caisses régionales, dont les services sont exclusivement réservés aux caisses locales adhérentes, doivent être considérées comme des unions de coopératives.

Ces sociétés sont, ainsi que nous l'avons déjà dit, à recrutement strictement professionnel et elles ont « exclusivement pour objet de faciliter et de garantir les opérations concernant la production agricole, effectuées par leurs sociétaires individuels ou collectifs » (loi du 5 août 1920, art. 2).

Constitution : Les caisses de crédit agricole mutuel sont, ainsi que cela a été expressément indiqué par la loi du 5 août 1920, art. 4, à *durée illimitée* et elles ne peuvent être constituées qu'après versement du quart du capital souscrit; les caisses locales sont parfois constituées sans capital social (elles se rapprochent alors

des sociétés Raiffeisen et des caisses rurales Durand), mais, en vue de maintenir le crédit de la société, les statuts doivent énoncer, dans ce cas, la responsabilité conjointe et solidaire de tous les sociétaires, sur l'ensemble de leurs biens, pour tous les engagements contractés par la société.

Capital social : Le capital des caisses de crédit agricole ne peut être formé par souscription d'actions. Il doit l'être au moyen de parts nominatives (loi du 5 août 1920, art. 3). Ce texte confirme bien que les caisses sont des sociétés de personnes et non pas de capitaux ; les statuts peuvent d'ailleurs prévoir la variabilité du capital, mais, dans ce cas, le capital ne peut être réduit, par la reprise des apports des sociétaires sortants, ni au-dessous du capital de fondation, ni, pour les caisses régionales, au-dessous de celui qui a servi de base à l'allocation des avances de l'Etat.

Conformément aux principes coopératifs, aucun dividende n'est attribué aux parts sociales, qui rapportent seulement un intérêt dont le taux maximum est fixé à 6 % (art. 16, § 5 et 6). Il est naturel que les caisses, lors de la détermination du taux de l'intérêt de leurs parts, se rapprochent dans la mesure du possible du prix du loyer de l'argent ; en ce qui concerne les caisses locales, un maximum plus sévère est fixé par la loi au taux de l'intérêt de leurs parts, qui ne peut excéder le taux de l'intérêt des prêts consentis à leurs sociétaires.

Comme pour les coopératives agricoles (voir p. 36), aucun texte n'indique, pour les caisses de crédit, si cet intérêt est payable en l'absence d'excédents nets : il semble toutefois difficile d'admettre, en raison du caractère coopératif de ces sociétés, que le service de l'intérêt

puisse se faire en l'absence d'excédents nets et constituer ainsi une charge sociale.

Les parts ne sont transmissibles que par voie de cession avec l'agrément de la caisse (art. 3, § 2) et leur remboursement ne peut être effectué qu'après autorisation de l'assemblée générale ; en cas de dissolution, le taux de remboursement ne peut excéder la valeur fixée lors de la constitution de la société (art. 16, § 6).

Toutes ces restrictions séparent nettement les parts des caisses de crédit agricole mutuel d'une part et les actions des sociétés commerciales d'autre part, confirmant ainsi le caractère coopératif et mutualiste des premières.

Responsabilité des sociétaires : normalement, les sociétaires ne sont engagés que jusqu'à concurrence du montant des parts souscrites par eux ; cependant les statuts peuvent augmenter cette responsabilité en prévoyant une responsabilité soit illimitée, soit restreinte (égale à plusieurs fois le montant de chaque part sociale) des membres de la caisse. Les sociétaires démissionnaires ou exclus ne sont libérés de leurs engagements qu'une fois faite la liquidation des opérations en cours ; dans tous les cas, cette responsabilité cesse cinq ans¹ après la date de leur sortie et la même règle s'applique aux héritiers des sociétaires décédés.

Conseil d'administration et assemblées générales : Les caisses de crédit agricole jouissent d'une liberté à peu près complète en ce qui concerne leur administration, dans les limites, naturellement, des règles du droit commun. Les administrateurs ne sont responsables que

1. Cette durée est celle de la responsabilité des sociétaires en cas de retraite pour toutes les sociétés à capital variable.

de l'exécution du mandat qu'ils ont reçu et ils peuvent seulement être remboursés des dépenses qu'ils sont appelés à faire dans l'exercice de celui-ci.

Le nombre de voix attribuées à chaque sociétaire dans les assemblées générales n'est pas fixé par la loi : les formules de statuts rédigées par la Caisse nationale de crédit agricole prévoient que chaque sociétaire pour les caisses locales, chaque sociétaire *individuel* pour les caisses régionales n'a droit qu'à *une voix* quel que soit le nombre de parts qu'il possède ; par contre, les collectivités capables de faire partie des caisses régionales peuvent se voir attribuer, par les statuts, des voix supplémentaires en relation avec le nombre de parts possédées par elles, sans qu'elles puissent disposer de plus de cinq voix en tout.

Bénéfices et réserves : les bénéfices, après acquittement des frais généraux, paiement des intérêts des emprunts, des dépôts et des parts, doivent être affectés jusqu'à concurrence des trois quarts au moins à la constitution d'un fonds de réserve (dont l'affectation n'est d'ailleurs prévue par aucun texte) jusqu'à ce qu'il ait atteint le double du capital social. Passé cette limite, la proportion à verser au fonds de réserve peut être réduite à 50 % des bénéfices annuels.

Dans le cas des caisses locales, l'excédent sera ensuite réparti entre les sociétaires *au prorata de leurs opérations* avec la caisse ; dans le cas des caisses régionales, l'excédent sera généralement en partie versé à un fonds de réserve spécial constitué en vue du remboursement des avances de l'Etat et en partie attribué aux caisses locales adhérentes au prorata des prélèvements faits sur leurs opérations.

En cas de dissolution, la dévolution collective du reliquat est de règle pour les caisses régionales ayant reçu des avances de l'Etat et pour les caisses locales ayant bénéficié de ces avances (décret du 9 février 1921, art. 5, modifié par le décret du 4 avril 1929).

B. *Caractère des caisses de crédit et de leurs opérations.*

Les opérations des banques publiques sont, d'après l'art. 632 du Code de commerce, déclarées actes de commerce, mais il est à remarquer que la banque qui réserve ses services exclusivement à ses associés n'est pas « publique » et que son objet n'est pas commercial.

a) *Nature des sociétés de crédit agricole :*

Les caisses de crédit agricole, ainsi que nous venons de le voir, appartiennent à un type juridique spécial, « sui generis » : possédant un caractère strictement coopératif et mutualiste, elles ne prêtent qu'à leurs sociétaires¹, qui sont des « emprunteurs » et les opérations de crédit qu'elles peuvent faire sont minutieusement réglementées par la loi ; leur objet n'est donc pas commercial.

Il est à remarquer qu'en vue d'augmenter le crédit des caisses locales, la loi du 5 novembre 1894 (art. 4) attribue formellement à celles-ci le caractère commercial, se bornant à ajouter (art. 5) : « les conditions de publicité prescrites pour les sociétés commerciales ordinaires sont remplacées par les dispositions suivantes ... ».

1. Ceci n'est plus rigoureusement exact depuis que la loi de finances du 27 décembre 1927, art. 108, autorise les Caisses de crédit agricole à accorder des prêts aux communes et aux syndicats de communes pour l'exécution de travaux d'irrigation et d'assainissement des terres et leur protection contre les eaux,

Le fait d'avoir donné le caractère commercial aux caisses de crédit agricole entraînait plusieurs conséquences et notamment celles-ci :

1^o elles devaient tenir des livres conformément aux prescriptions du code de commerce (la loi du 5 novembre 1894, art. 4, le déclare d'ailleurs expressément);

2^o elles étaient justiciables du tribunal de commerce et les contestations entre sociétaires relevaient de la compétence de cette juridiction;

3^o elles pouvaient être mises en faillite ou en liquidation judiciaire;

4^o les associés, tenus jusqu'à concurrence de leur apport, pouvaient invoquer la prescription quinquennale de l'art. 64 du Code de commerce.

La loi du 5 août 1920, dans son ancien art. 21, avait repris le point de vue de la loi de 1894 en déclarant que « les caisses de crédit agricole mutuel sont des sociétés *commerciales* dont les livres doivent être tenus conformément aux prescriptions du Code de commerce et suivant les instructions du ministre de l'agriculture, pour celles qui ont reçu des avances de l'Etat ».

Ce texte très précis en ce qui concerne le caractère des caisses de crédit agricole a été supprimé par la loi du 14 juillet 1929 (art. 2) et remplacé par le suivant : « les caisses de crédit agricole mutuel sont des sociétés *coopératives* dont les livres... ». Ce nouveau texte abandonne l'affirmation du caractère commercial des caisses de crédit agricole pour reconnaître simplement leur caractère coopératif.

En définitive, ces sociétés ne sont pas régies par la loi du 24 juillet 1867; elles appartiennent à un type

juridique spécial de société, créé par les lois du 5 novembre 1894 et du 31 mars 1899 et maintenu par la loi fondamentale du 5 août 1920.

La loi, en vue de les rendre plus faciles à contrôler, leur a simplement appliqué certaines des prescriptions auxquelles sont soumises les sociétés commerciales.

En particulier, elles sont assujetties à tenir des livres conformément aux prescriptions du Code de commerce et suivant les instructions du ministre de l'agriculture pour celles qui ont reçu des avances de l'Etat ; par contre, elles ont été dispensées de l'immatriculation au registre du commerce (loi du 18 avril 1922, art. unique).

Les sociétaires sont toujours soumis à la prescription quinquennale, parce que celle-ci est énoncée expressément par la loi du 5 août 1920, art. 18.

Par contre, la disparition du caractère commercial des sociétés de crédit agricole a entraîné comme conséquences :

1° qu'elles ne peuvent plus être mises en faillite ou en liquidation judiciaire ;

2° qu'elles sont justiciables des tribunaux civils et que toute contestation soit entre associés, soit entre société et associés relève de la compétence de cette juridiction.

b) Nature des opérations des sociétés de crédit agricole.

Jusqu'en 1929, la question pouvait se poser de savoir si, en attribuant aux caisses de crédit agricole mutuel le caractère commercial, le législateur entendait donner à leurs opérations le même caractère. Depuis, le caractère strictement coopératif des caisses de crédit agricole étant reconnu, il semble que la question ne se

pose plus : les sociétés de crédit agricole, qui, par ailleurs, réservent leurs services à leurs seuls associés et sont soumises à un régime juridique spécial n'entraînant pas la commercialisation par la forme, doivent être considérées comme effectuant des opérations civiles.

De là, résulte entre autres conséquences :

1° que les tiers doivent assigner la société devant le tribunal civil et que les règles de la preuve seront celles édictées par le Code civil ;

2° Que les modes de réalisation et de constitution de gage pour une opération exécutée par la société sont régies par le Code civil.

c) *Les sociétés de crédit agricole mutuel et les impôts frappant les sociétés commerciales.*

Examinons de même quel est le régime fiscal des caisses de crédit agricole, au point de vue des impôts frappant les sociétés commerciales.

La loi du 5 août 1920 (art. 31) n'ayant exempté les caisses de crédit agricole que du droit de patente, elles restaient assujetties, en principe, à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et, par suite, à la taxe sur le chiffre d'affaires.

Un premier pas dans la voie du dégrèvement fut fait par application de la loi du 25 juin 1920 (art. 60) exemptant de l'impôt sur le chiffre d'affaires « les affaires effectuées par les agents de changes, les courtiers... *et autres personnes ou sociétés*, mais exclusivement lorsqu'elles donnent lieu à des commissions ou courtages *fixés* par des lois ou des décrets ».

L'expression « *et autres sociétés* » permit d'étendre ce texte aux caisses de crédit agricole et de les exonérer de l'impôt sur le chiffre d'affaires, pour toutes leurs

opérations soumises par une loi ou un décret à un tarif maximum, notamment pour leurs prêts¹.

Depuis, la loi du 30 mars 1929 (art. 18) est venue achever l'œuvre de dégrèvement déjà accomplie, en exonérant les caisses de crédit agricole mutuel de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux : les caisses étant des sociétés civiles accomplissant des opérations n'ayant aucun caractère commercial, cette décision est parfaitement logique.

IV. Opérations effectuées par ces sociétés.

Nous examinerons, dans cet exposé, l'ensemble des opérations que peuvent faire les caisses de crédit agricole, nous réservant d'étudier plus particulièrement dans les deux paragraphes suivants les opérations de prêts qu'elles sont autorisées à faire. Trois parties sont à distinguer :

- a) opérations spéciales aux caisses locales,
- b) opérations spéciales aux caisses régionales,
- c) opérations communes aux deux catégories de caisses.

a) Opérations spéciales aux caisses locales.

La principale fonction des caisses locales est de consentir, dans des conditions que nous préciserons à propos du crédit individuel (v. p. 95). des prêts d'argent à court, moyen et long terme à tous leurs sociétaires.

Elles escomptent les effets de leurs membres, ayant une cause agricole, et se chargent des recouvrements et

1. Lettre du 12 septembre 1922 du ministre des finances au ministre de l'agriculture (*Office national du crédit agricole*).

des paiements à faire pour leur compte, à condition toutefois que ces derniers ne concernent que des opérations ayant un caractère exclusivement agricole.

b) Opérations spéciales aux caisses régionales.

Les caisses régionales, conformément à l'objet pour lequel elles ont été créées, ont pour but de faciliter les opérations à court, moyen et long terme, effectuées par les membres des caisses locales et garanties par ces sociétés. Elles transmettent également les avances consenties par la Caisse nationale de crédit agricole aux diverses collectivités prévues par la loi du 5 août 1920, art. 1^{er} (voir le crédit collectif, p. 99).

Elles réescomptent, après endossement par les caisses locales affiliées, les effets souscrits par les membres de ces sociétés : les effets paysans portent, à ce moment, deux signatures, celle de l'emprunteur et celle de la caisse locale dont il est membre. Il suffira d'une troisième signature, celle de la caisse régionale, pour rendre le papier « bancable ».

Elles peuvent faire, aux caisses locales qui leur sont affiliées, les avances nécessaires pour la constitution d'un fonds de roulement, en respectant certaines limites fixées par la loi (5 août 1920, art. 12, § 4).

De plus, les caisses régionales de crédit agricole mutuel sont assimilées aux sociétés de crédit immobilier pour toutes les opérations concernant la réalisation d'un programme d'habitation à bon marché destinées aux ouvriers et petits exploitants agricoles, en exécution des art. 19, 20 et 21 de la loi du 13 juillet 1928.

Il est à noter que, s'il n'existe pas de caisse locale susceptible d'examiner les demandes, les caisses régionales peuvent consentir *directement* les prêts lorsque le

bénéficiaire est un pensionné militaire ou une victime civile de la guerre (loi du 7 décembre 1922, art. 1^{er}).

Enfin, il ne faut pas oublier que les caisses régionales ont un rôle important de contrôle des caisses locales de crédit et des sociétés coopératives agricoles et, d'une manière générale, de toutes les institutions ayant reçu des avances de l'Etat par leur intermédiaire.

c) Opérations communes aux caisses locales et aux caisses régionales.

Les caisses locales et régionales ont la faculté de se procurer des ressources, soit en empruntant sur titres, soit en réescomptant leur portefeuille d'effets : la caisse locale peut faire escompter ses effets, après les avoir endossés, à la caisse régionale et celle-ci peut, à son tour, exécuter la même opération auprès de la Banque de France et des grands établissements de crédit, après avoir apposé sa signature sur les effets qu'elle possède.

Elles ont également le droit de recevoir de toute personne (ce qui n'enlève cependant rien à leur caractère mutualiste) des dépôts de titres ainsi que des dépôts de fonds, en compte-courant, avec ou sans intérêt (loi du 5 août 1920, art. 14 et 16) et elles ont l'autorisation de contracter les emprunts nécessaires à la constitution ou à l'accroissement de leurs fonds de roulement : si toutefois, la caisse a reçu le concours financier de l'Etat, l'approbation préalable du ministre de l'agriculture est nécessaire.

Enfin, elles placent les fonds momentanément inutilisés : le conseil d'administration des caisses locales a la charge de déposer les capitaux disponibles à la caisse régionale du département, en compte-courant ou à échéance ; il peut également employer les fonds disponibles

en bons du Trésor ou en bons de caisse à échéance variable émis, avec ou sans intérêt, par la Caisse nationale de crédit agricole, ou par la caisse régionale à laquelle est affiliée leur société. De même, le conseil d'administration des caisses régionales est chargé de déposer les fonds disponibles soit à la Caisse nationale, soit dans les caisses d'épargne ou de les employer en bons du trésor ou en bons émis par la Caisse nationale ; en aucun cas, les fonds disponibles provenant d'avances de la Caisse nationale ne peuvent être utilisés à l'achat de valeurs, même à courte échéance.

D'une manière générale, toutes les opérations autres que celles énumérées dans la loi du 5 août 1920 ou dans les lois postérieures sont interdites aux caisses de crédit agricole mutuel.

V. Le crédit agricole individuel.

Ainsi que nous l'avons déjà vu, c'est aux caisses locales que revient le rôle délicat et important de consentir les prêts et c'est à elles que les agriculteurs doivent formuler leurs demandes. Elles peuvent accorder trois sortes de prêts :

a) Prêts à court terme :

Ces prêts ont pour but de fournir à l'agriculteur des capitaux d'exploitation qu'il utilisera soit pour ses dépenses courantes (achats d'engrais, de semences ; salaires d'ouvriers...), soit à l'acquisition d'instruments de culture ou d'animaux.

Ces prêts, dont le montant maximum n'est pas léga-

lement limité, sont d'une durée en relation avec l'opération agricole à réaliser et ne peuvent excéder un an. Des garanties peuvent être demandées à l'emprunteur sous forme de caution, dépôt de titres, warrants, etc... et, en tous cas, la caisse locale, placée suffisamment près de l'agriculteur pour pouvoir l'apprécier, prend toujours en considération sa valeur morale et ses capacités professionnelles.

Le taux d'intérêt de ces prêts, fixé par la caisse régionale, ne peut être inférieur à l'intérêt attribué, par la caisse qui consent le prêt, à ses parts sociales, ni supérieur de plus de 1 % au taux des avances sur titres de la Banque de France.

Au point de vue matériel, l'emprunteur souscrit au profit de la caisse locale un effet, qui, une fois endossé par elle, est escompté par la caisse régionale, dont le rôle est alors de verser les fonds à la caisse locale.

Les renseignements statistiques les plus récents permettent d'établir que le solde des prêts à court terme (différence entre les prêts consentis et les remboursements), en cours dans les caisses locales de crédit agricole au 31 décembre 1931, dépassait 991.300.000 fr. (les prêts collectifs à court terme dont nous parlerons ultérieurement sont compris dans cette somme).

Les caisses régionales effectuent de préférence les opérations de crédit à court terme avec leurs ressources personnelles, leurs dépôts de fonds et les capitaux obtenus par le réescompte de leur portefeuille : ceci permet d'utiliser plus particulièrement les ressources de la dotation pour favoriser l'accession à la petite propriété rurale et le développement des sociétés coopératives agricoles.

La caisse nationale de crédit agricole peut d'ailleurs mettre à la disposition des caisses régionales possédant des ressources insuffisantes pour leurs prêts à court terme les excédents de dépôts qui lui sont confiés par les caisses régionales plus riches et jouer ainsi entre elles, en quelque sorte, le rôle de caisse de compensation.

Il peut être intéressant de signaler que les caisses de crédit agricole, au cours de l'année 1931, ont accordé aux agriculteurs et à leurs associations des prêts à court terme (pour une somme globale de 105 millions de francs), garantis par une caution ou un warrant, et destinés à leur fournir les fonds nécessaires pour leur permettre d'échelonner la vente de leurs récoltes en blé. Elles ont ainsi joué un rôle important de *régulateur* dans la vie économique du pays.

b) Prêts à moyen terme :

Ils sont destinés à faciliter l'aménagement ou la reconstitution d'exploitations rurales, à l'extension ou à la réparation de bâtiments à usage agricole... d'une manière générale à des opérations comportant un certain délai d'amortissement. Ces prêts, dont le montant maximum n'est pas fixé par la loi, sont remboursables par annuités et leur durée ne peut excéder dix ans ; les garanties, qui peuvent être demandées aux agriculteurs, sont les mêmes que celles dont nous avons parlé pour les prêts à court terme.

L'emprunteur signe, pour obtenir son prêt, un engagement spécial fixant les conditions de prêt et de remboursement, ainsi que les garanties fournies.

En ce qui concerne le taux de l'intérêt, même règles que pour le crédit à court terme ; toutefois, des prêts à moyen terme spéciaux, *au taux de 3 %*, peuvent, en vertu de la loi du 30 mars 1931, art. 3, être accordés :

1° « aux agriculteurs qui, après avoir exercé la profession agricole pendant cinq ans au moins, avant ou après leur mariage, soit comme ouvriers ou employés, soit chez leurs parents, ont besoin de crédit pour exploiter un petit domaine, soit comme fermiers, soit comme métayers, soit comme petits propriétaires ;

2° « aux agriculteurs qui, ayant par suite de calamités, éprouvé des pertes résultant de sinistres non assurables, n'ont pu être dédommagés par des secours suffisants de l'Etat ».

Le solde des prêts à moyen terme en cours, au 31 décembre 1931, dépassait 873.552.000 francs (dans cette somme sont compris les prêts collectifs à moyen terme).

c) Prêts individuels à long terme pour faciliter l'accession à la petite propriété rurale :

Le crédit individuel à long terme, destiné à favoriser l'accession à la petite propriété rurale, fut créé par la loi du 19 mars 1910, que compléta ultérieurement la loi du 9 avril 1918, qui accorda des avantages spéciaux aux pensionnés militaires et aux victimes civiles de la guerre.

Ces prêts permettent à l'agriculteur d'acquérir une petite exploitation, qu'il s'engage à cultiver lui-même ou avec sa famille, au petit cultivateur déjà propriétaire d'agrandir ou d'aménager son domaine, aux artisans ruraux d'installer des ateliers. Ces prêts à long terme peuvent également être affectés à l'acquisition, à la construction ou à l'amélioration d'habitations pour travailleurs agricoles (lois des 9 décembre 1926 et 31 juillet 1929).

Les prêts à long terme, dont le montant net ne peut dépasser 60.000 francs, sont remboursables par annuités dans un délai maximum de 25 ans, à la date du dernier

amortissement ; l'âge de l'emprunteur ne doit pas dépasser 65 ans. Le taux de l'intérêt, fixé par décret et actuellement de 3 %, est abaissé pour certaines catégories d'emprunteurs particulièrement dignes d'intérêt, les pensionnés militaires et les victimes civiles de la guerre, les pères de familles nombreuses, les pupilles de la nation et les anciens élèves des écoles d'agriculture de l'Etat.

Pour l'obtention de ces prêts à longue durée, l'emprunteur doit fournir à la caisse responsable de l'opération des garanties, qui sont soit une inscription hypothécaire, soit un contrat d'assurances en cas de décès, soit l'ensemble des deux.

Les prêts individuels à long terme favorisent le développement de la petite propriété et contribuent à arrêter l'exode des populations rurales vers les villes ; ils se sont développés au point de dépasser les disponibilités de la dotation (voir p. 82) réservées au crédit individuel à long terme : au 31 décembre 1931, le solde des prêts individuels à long terme atteignait le chiffre considérable de 867.592.000 francs.

VI. Le crédit collectif.

La première loi sur le crédit agricole du 5 novembre 1894 avait déjà prévu le crédit collectif vis-à-vis des syndicats agricoles, mais ne visait qu'à fournir à ces associations les fonds de roulement nécessaires pour le paiement comptant de leurs achats d'engrais et d'outillage. Au fur et à mesure du développement des organismes agricoles, des lois successives vinrent étendre le champ d'action du crédit collectif et en particulier

la loi du 29 décembre 1906 organisa au profit des sociétés coopératives agricoles, le crédit collectif à *long terme*.

Actuellement, les associations, susceptibles de faire partie des caisses de crédit agricole et par suite de bénéficier du crédit collectif, sont énumérées par la loi du 5 août 1920 (art. 1^{er}) ce sont : les syndicats professionnels agricoles, les sociétés d'assurances mutuelles agricoles régies par la loi du 4 juillet 1900, les sociétés coopératives agricoles, les associations syndicales ayant un but exclusivement agricole et diverses sociétés d'intérêt collectif agricoles visées à l'art. 22 de la loi.

D'autre part, la loi du 27 décembre 1927 (art. 108) a permis aux caisses de crédit agricole mutuel d'accorder des prêts à court, moyen ou long terme aux communes et aux syndicats de communes pour l'exécution de travaux ayant pour but l'irrigation, l'assainissement des terres et leur protection contre les eaux.

Les collectivités que nous venons d'énumérer peuvent toutes bénéficier de prêts à *court terme* ou à *moyen terme* ; la liste des collectivités autorisées à présenter des demandes d'avances à *long terme* diffère légèrement de la précédente, ainsi que nous le verrons ci-dessous (p. 102).

a) *Prêts à court terme* :

Ces prêts permettent aux associations agricoles non seulement de se procurer des fonds de roulement, mais encore d'effectuer plus facilement et plus avantageusement leurs opérations courantes : les coopératives de production pourront faire à leurs membres, avant toute vente, des avances sur les produits qu'ils apportent en vue de transformation ; les coopératives d'achat et d'approvisionnement pourront, préalablement à toute commande, acheter comptant et à l'époque pro-

pice les marchandises destinées à leurs sociétaires.

Les prêts à court terme, dont le montant maximum n'est pas légalement fixé, sont d'une durée en rapport avec l'opération à effectuer et ne peuvent excéder un an. Les garanties, s'il en est demandé, peuvent être soit un engagement solidaire de tous les membres de l'association agricole, soit un warrant, une caution, un dépôt de titres...etc...

En ce qui concerne le taux de l'intérêt, mêmes règles que pour le crédit individuel à court terme ; toutefois, le taux de l'intérêt peut exceptionnellement descendre au-dessous du taux de l'intérêt servi aux parts sociales de la caisse qui accorde le prêt, sans cependant pouvoir être inférieur à 3 %¹. (décret du 4 avril 1929, art. 6).

Comme pour les prêts individuels à court terme, un effet, signé cette fois par les personnes habilitées à représenter la société est souscrit au profit de la caisse locale, qui, après l'avoir endossé, peut le faire escompter par la caisse régionale et recevoir les fonds.

b) *Prêts à moyen terme :*

Les prêts à moyen terme permettent aux associations agricoles d'effectuer des améliorations et des aménagements à leurs installations. Nous n'insisterons pas sur le mécanisme de ces prêts qui est semblable à celui des prêts à court terme aux collectivités : signalons, cependant, qu'ils sont remboursables par annuités, dans un délai maximum de 10 ans, et que la société peut donner, comme garantie, une de celles que nous venons d'énumérer pour les prêts à court terme ou une inscription hypothécaire, si elle possède des immeubles.

1. Le conseil d'administration de la Caisse nationale de crédit agricole fixe alors les conditions de cette réduction d'intérêt.

c) *Avances à long terme :*

Pour toutes les opérations de prêt que nous venons d'envisager, la caisse régionale joue un rôle presque exclusivement financier ; sauf exception (cas d'un prêt à un mutilé de guerre, voir p. 93). elle n'intervient jamais pour accorder directement un prêt soit individuel, soit collectif ; elle peut seulement, sous sa responsabilité, refuser de donner suite à une demande accordée par la Caisse locale.

Il n'en est plus de même pour les avances à long terme, ainsi que nous allons le voir.

Les avances à long terme permettent aux associations agricoles d'obtenir, à bas prix, les capitaux qui leur sont nécessaires pour exécuter des travaux de construction et d'aménagement importants et de longue durée.

Les collectivités agricoles susceptibles d'être affiliées aux caisses de crédit et d'obtenir des avances à long terme sont, dans l'état actuel de la législation :

— les sociétés coopératives agricoles de production, d'achat en commun et d'approvisionnement, les associations syndicales à but exclusivement agricole, les sociétés d'intérêt collectif agricole (loi du 5 août 1920, art. 22).

— les chambres d'agriculteurs, les syndicats agricoles, les sociétés d'élevage, les associations agricoles, reconnues par la loi et dépendant du ministre de l'agriculture, ayant pour objet de favoriser la production agricole ainsi que leurs unions et leurs fédérations (loi de finances du 16 avril 1930, art. 34).

De plus, peuvent recevoir des avances à long terme, quoique n'étant pas autorisées à s'affilier à une caisse

locale, les communes et les syndicats de communes¹ :

— pour l'exécution de travaux ayant pour objet l'irrigation, l'assainissement des terres et leur protection contre les eaux (loi du 27 décembre 1927, art. 108) ;

— pour l'exécution de travaux d'utilité générale agricole, en attendant le versement de subventions accordées à ces collectivités (loi du 28 décembre 1931, art. 15).

Il est à remarquer, à ce sujet, que le fait d'admettre les communes et les syndicats de communes à bénéficier d'avances du crédit agricole porte atteinte au principe que les coopératives de crédit agricole réservent leurs services à leurs seuls sociétaires.

Les avances à long terme, dont le taux d'intérêt est fixé par décret², sont remboursables par annuités dans un délai maximum de 25 ans, pouvant être porté à 50 ans pour les sociétés coopératives de reboisement. Le montant des prêts accordés, dont le maximum n'est pas fixé par la loi, est en relation avec l'intérêt économique de l'entreprise projetée et les garanties offertes ; il ne dépasse pas, en général, le double du capital versé par les sociétaires.

Les garanties à fournir sont : un engagement solidaire de remboursement souscrit par tout ou partie des membres de la société agricole, et, si celle-ci est ou devient propriétaire d'immeubles, une hypothèque légale

1. Une proposition de loi, adoptée par le Sénat le 10 juillet 1930, tend à faire bénéficier les communes et les syndicats de commune de prêts à court terme consentis par les Caisses de crédit agricole avec leurs dépôts, pour tous travaux d'intérêt général agricole, notamment en attendant la délivrance de subventions de l'Etat ou des départements. Cette proposition de loi n'est pas encore passée devant la Chambre des députés.

2. Ce taux doit être inférieur de 1,5 % au moins au taux d'escompte de la Banque de France, sans pouvoir toutefois descendre au dessous de 3 %. Le décret du 8 mars 1932 a fixé ce taux à 3 %.

consentie au profit de l'Etat, dès que la caisse régionale en fait la demande. Toutes autres sûretés jugées utiles peuvent être, en outre, exigées.

Les avances à long terme sont accordées suivant un processus spécial : le dossier de demande établi par la société est examiné par la caisse régionale qui l'étudie et décide, si elle doit le transmettre, *sous sa responsabilité*, à la caisse nationale qui, en dernier ressort, après enquête, statue sur la demande. Dans le cas où l'avance est accordée, la Caisse nationale délivre les fonds à la caisse régionale qui les met à la disposition de la société, dès que celle-ci a fourni les garanties exigées. La demande d'avance, avant d'être définitivement accordée, doit donc subir un examen à deux degrés et la caisse régionale joue ici un rôle important de décision au premier degré, par lequel elle engage sa responsabilité.

Le montant des prêts collectifs à long terme, *en cours* au 31 décembre 1931, dépassait 264.955.000 francs ; nous donnerons une idée du développement rapide du crédit collectif à long terme en remarquant que le solde des prêts collectifs à long terme *accordés*, déduction faite des remboursements, était de :

50.984.700 francs au 31 décembre 1921.

et de

289.337.400 francs au 31 décembre 1931 ¹.

De ce qui précède, il résulte que l'étude historique de l'évolution des institutions de crédit agricole est d'un grand intérêt en ce qu'elle montre l'échec des tentatives faites pour appliquer directement à l'agriculture les

1. Y compris la somme de 24.381.700 francs restant à mandater à cette date.

méthodes de crédit en usage chez les commerçants. Elle met en évidence comment, à la suite d'améliorations successives, le crédit agricole mutuel s'est organisé « par en bas » au moyen de caisses locales, placées suffisamment près du cultivateur pour lui inspirer confiance.

L'examen de l'état actuel du crédit agricole montre que les caisses locales sont des sociétés coopératives mutualistes, accordant des prêts sur garanties personnelles et non pas des sociétés commerciales. Ces caisses locales sont elles-mêmes groupées entre elles, par adhésion à une caisse régionale qui doit être considérée comme une union de coopératives.

Cette organisation à deux étages, outre les garanties qu'elle comporte, offre l'intérêt de permettre aux paysans d'émettre des effets, qui, après signature de la caisse locale et de la caisse régionale, sont admis à l'escompte des grandes institutions de crédit.

Le crédit agricole mutuel joue actuellement dans la vie économique du pays un rôle important, que quelques chiffres permettent de fixer : au 31 décembre 1931, le total général des prêts, consentis par les caisses régionales ayant reçu des avances de l'Etat, était de près de 9 milliards de francs ; les remboursements ayant dépassé 6 milliards, les prêts en cours à cette date atteignaient la somme de 2.900 millions de francs, montrant ainsi éloquemment que les agriculteurs n'hésitent plus à utiliser des méthodes de crédit, qui ont été spécialement adaptées à leurs besoins.

Notons, en terminant, un certain nombre de tendances qui se manifestent actuellement en vue d'aider certains cultivateurs, accablés par la crise et réduits à la misère du fait qu'ils ne peuvent pas s'adresser aux caisses de

crédit agricole, n'ayant pas les garanties suffisantes, et ne peuvent obtenir le warrantage de leurs récoltes par suite des difficultés qu'ils ont avec leurs propriétaires et de leurs dettes envers eux.

Ces tendances se sont traduites par une proposition de loi ¹ ayant pour objet d'autoriser les caisses de crédit à consentir des avances aux cultivateurs locataires ou métayers, sans autre garantie que leur honorabilité, ceci jusqu'à concurrence du quart des sommes portées sur leurs assurances cheptel et récoltes. De même, est actuellement à l'étude la question ² d'organiser, parallèlement à la Caisse nationale de crédit agricole, une caisse de cautionnement des prêts agricoles destinés à servir de caution aux prêts sollicités par les cultivateurs exploitants, dont l'activité et la moralité seraient certaines.

1. Chambre des députés, proposition de loi n° 510, 11 juillet 1932.

2. Chambre des députés, proposition de loi n° 1914, 23 mai 1933.

ANNEXE

LES CAISSES RURALES DE CRÉDIT AGRICOLE

En dehors des caisses de crédit agricole mutuel dont nous venons d'étudier le fonctionnement et dont nous avons signalé, chemin faisant, l'importance dans la vie économique du pays, il existe des organismes de crédit aux agriculteurs, artisans et petits commerçants ruraux, qui se sont développés parallèlement aux caisses de crédit et qui possèdent un certain nombre de caractères originaux.

Alors que les caisses locales de crédit agricole sont rattachées à une caisse régionale, les organismes dont nous allons parler sont des sociétés de crédit indépendantes, connues sous le nom de caisses rurales.

A. Origine des caisses rurales.

Alors que les caisses locales de crédit agricole sont bâties sur des principes analogues à ceux des caisses allemandes Schultze-Delitsche (capital constitué de parts souscrites par des sociétaires responsables jusqu'à concurrence de ces parts; intérêt limité du capital; excédents annuels répartis au prorata des opérations

faites avec la société), les caisses rurales de crédit agricole sont construites sur le modèle des caisses allemandes Raiffeisen.

Les institutions de crédit Raiffeisen, mises au point par le maire d'une commune rhénane vers 1864, exercent chacune leur activité dans une circonscription restreinte limitée au village ou à la paroisse : lors de leur constitution, les associés n'ont pas à souscrire de parts sociales ; par contre les excédents annuels ne sont pas répartis entre les membres de la caisse et forment, par leur accumulation, un capital indivisible. En vue d'augmenter le crédit de ces organismes, les associés sont tenus à une responsabilité solidaire et illimitée. Les caisses Raiffeisen sont groupées en unions et il est à noter qu'elles ne se bornent pas toujours à faciliter les opérations de crédit, elles se chargent parfois d'achat et de vente en commun ; elles ont leur banque centrale, organisme puissant constitué en société anonyme par actions, dont la zone d'influence s'étend à toute l'Allemagne.

Cette nouvelle forme d'institutions de crédit a été connue en France, vers 1893, grâce aux efforts de E. Rostand, président du centre fédératif du crédit populaire, et de C. Rayneri ; c'est vers cette date que L. Durand établit les statuts des caisses rurales qui portent son nom.

B. *Statut des caisses rurales L. Durand*

Ces caisses sont constituées, d'une manière générale, sous le régime des sociétés en nom collectif à capital variable conformément aux dispositions de la loi du

24 juillet 1867 : ce qui les oblige à des formalités de constitution assez compliquées pour des agriculteurs et assez coûteuses. Elles sont caractérisées par le fait que les associés n'ont aucune part à souscrire, aucun versement de capital à faire : celui-ci résulte exclusivement des excédents annuels réalisés par la caisse sur ses opérations. Par contre, la non existence d'un capital social est compensée par le fait que les membres de la caisse répondent *solidairement* et *sur tous leurs biens* des engagements de la société ; le crédit de la caisse rurale est alors indiscutable et les administrateurs peuvent aisément se procurer les ressources nécessaires pour faire face aux engagements de la société.

Les associés, en engageant leur responsabilité de façon solidaire et illimitée, garantissent ainsi le remboursement des emprunts contractés par la caisse rurale, emprunts dont le montant est défini par l'assemblée générale, mais chaque associé conserve le droit d'échapper, en démissionnant, aux conséquences d'un accroissement excessif du maximum d'opérations, fixé par l'assemblée générale.

Ces sociétés, réservant leurs services exclusivement à leurs membres et ne distribuant à ceux-ci aucun bénéfice puisque les excédents annuels sont utilisés à former le capital social, ne font pas d'actes de commerce : ce sont des *sociétés civiles* formées sous le droit commun, jouissant, en particulier, d'une grande liberté en ce qui concerne leur administration et la tenue de leur comptabilité.

C. Opérations effectuées par les caisses rurales :

Contrairement aux caisses locales de crédit agricole mutuel que nous avons étudiées précédemment, les caisses rurales peuvent accepter comme membres tous les habitants de leur circonscription et les faire bénéficier de crédits *pour les besoins de leurs exploitations, qu'il soient ou non agriculteurs* : elles groupent ainsi des agriculteurs, des artisans, des petits commerçants.

Afin de pouvoir remplir leur rôle, elles empruntent soit à leurs membres, soit à l'extérieur, les capitaux strictement nécessaires pour faire face aux demandes de crédit des associés.

La caisse rurale accorde ainsi des prêts à des échéances très variables, produisant un intérêt et la différence entre le taux de l'intérêt des dépôts et celui des prêts sert précisément à constituer la réserve de la caisse. Elle présente donc un double aspect :

1. elle est une caisse d'épargne libre où le villageois peut déposer ses économies ;
2. elle est également une caisse de crédit mutuel où tout travailleur, donnant les garanties prévues par les statuts, peut emprunter à un taux modéré pour les besoins de son exploitation.

Avant d'accorder les prêts demandés, la caisse rurale exige de solides garanties constituées par une caution, un gage ou une hypothèque ; la caution est d'ailleurs d'un emploi plus général, l'hypothèque ne pouvant s'appliquer qu'aux propriétaires d'immeubles et le gage étant d'un emploi peu commode puisqu'il doit être mis en possession du créancier.

Les caisses rurales J. Durand sont répandues sur tout le territoire. D'abord peu nombreuses (54 en 1894), elles se sont développées (450 en 1909) et leur nombre atteint actuellement 2.000 : elles se sont fédérées, formant ainsi « l'union des caisses rurales et ouvrières françaises à responsabilité illimitée ».

CONCLUSION

I. L'agriculteur pris isolément.

Ainsi que nous l'avons noté en commençant cette étude, l'agriculteur ne se borne plus à vivre sur son exploitation, sur son fonds, consommant ses produits ou les faisant consommer par son cheptel ou sa terre : aujourd'hui, la moyenne et la grande culture produisent pour vendre. Il est donc tout indiqué de donner aux agriculteurs des avantages et des facilités, dont ils ont besoin au même titre que les commerçants. Cependant le remède ne doit pas être pire que le mal et ce serait une grave erreur de vouloir effacer la ligne de séparation existant, plus ou moins nettement suivant les domaines, entre les opérations agricoles et les opérations commerciales.

L'agriculteur n'est pas un commerçant et, pour toutes les opérations concernant l'exploitation de sa ferme, il est soumis au droit commun ; en l'état actuel des législations civiles et commerciales, l'extension des règles régissant le commerce à l'agriculture ne semble pas souhaitable.

Les buts à atteindre étaient de faciliter les opérations d'achat et de vente de l'agriculteur, en lui permettant de se procurer, en échappant à l'emprise des intermé-

diaires, les produits et les outils nécessaires à son exploitation, de se défaire à des cours raisonnables de ses récoltes et d'obtenir du crédit à un taux non prohibitif : ils l'ont été par l'organisation d'institutions coopératives d'achat et de vente, de production, de crédit,

L'écueil à éviter était de procéder à une assimilation des caractères spécifiques de l'agriculteur et du commerçant, alors qu'il y a seulement rapprochement de leurs opérations et de leurs méthodes : il ne faut pas songer, en l'état actuel de l'économie et de la mentalité rurales, à obliger l'agriculteur à la tenue de livres obligatoires, à un dépôt de bilan ou aux conséquences commerciales d'une date de cessation de paiements. Aussi, même pour le papier bancable paysan, n'est-on pas allé jusqu'au protêt commercial et à la déclaration de faillite.

II. L'agriculteur et les organismes créés par lui.

Le développement des cultures intensifiées et spécialisées, la nécessité de recourir à des engrais et des outillages modernes, le désir de vendre aux meilleures conditions ont amené l'agriculteur à rechercher par l'association (syndicats et coopératives agricoles) à renforcer ses moyens d'action individuels insuffisants. La distinction entre les opérations agricoles et les opérations commerciales, déjà parfois délicate dans le cas de l'agriculteur isolé (exemple des distilleries familiales), est encore plus difficile lorsqu'il y a mise en commun des moyens de production, de transformation ou de conservation, moyens qui atteignent alors fréquemment l'échelle industrielle.

Il importe à cet égard, tout en donnant à l'agriculture les encouragements nécessaires à son développement, de ne pas créer deux catégories de sociétés, coopératives agricoles d'une part, sociétés commerciales d'autre part, qui, effectuant des opérations analogues au point de vue économique, seraient traités différemment, en particulier au point de vue fiscal.

Ce résultat ne peut être obtenu qu'en définissant rigoureusement les caractères obligatoires que doivent présenter les sociétés coopératives agricoles pour bénéficier du titre « coopérative » :

a) *au point de vue statut juridique*, nous retrouvons des caractères pour la plupart d'ores et déjà admis : administration gratuite par un conseil d'administration élu, répartition des excédents annuels entre les membres au prorata de leurs opérations avec la société, capital formé de parts nominatives, etc..

b) *au point de vue économique*, par contre, en l'absence d'un statut général des coopératives agricoles, le problème est moins nettement posé : il importe cependant, si l'on veut éviter des frictions pénibles avec les sociétés commerciales, de préciser, en particulier pour les coopératives agricoles de production :

1° que les opérations des coopératives agricoles ne peuvent porter que sur des produits récoltés par leurs membres ou destinés à eux en vue de leur exploitation ;

2° que la quantité de matières étrangères incorporées aux produits récoltés par les sociétaires ne peut être qu'accessoire ;

3° que la vente au détail ne doit pas être faite dans des magasins distincts de l'établissement principal.

Ces restrictions sévères suffiront à maintenir les coopé-

ratives agricoles dans leurs limites normales de fonctionnement et à faire disparaître l'animosité des sociétés commerciales à leur égard.

Les sociétés coopératives fonctionnant conformément à ces prescriptions doivent être considérées comme des sociétés « sui generis » n'effectuant pas d'opérations commerciales. Cela ne veut pas dire qu'il n'y aurait pas intérêt à leur appliquer certaines mesures ayant fait leurs preuves en matière commerciale (voir page 48) et susceptibles soit de simplifier leur fonctionnement, soit de rendre leur contrôle plus facile.

Au contraire, la nécessité pour les coopératives de tenir une comptabilité dans les formes commerciales et de soumettre leurs livres, le cas échéant, à des vérifications ne peut qu'être favorable à la régularité de leurs opérations. De même, la possibilité, réclamée à plusieurs reprises, de leur appliquer les règles de la faillite ou de la liquidation judiciaire en cas de mauvaises affaires, ne peut que simplifier et accélérer le règlement de leur situation sociale.

Si l'on envisage l'ensemble des organismes coopératifs agricoles, on voit : d'une part les sociétés de crédit agricole mutuel formant un ensemble logique et cohérent, dont le régime juridique et fiscal est nettement établi, d'autre part, les sociétés coopératives agricoles, envisagées à titre incident par la loi du 5 août 1920, pour lesquelles de nombreuses difficultés juridiques et surtout fiscales se soulèvent constamment.

Ceci rend souhaitable la mise au point soit d'un statut général de la coopération, soit plus modestement d'un statut de la coopération agricole, s'appliquant aux divers

organismes agricoles coopératifs que nous avons étudiés successivement. Une pénétration plus complète de la législation commerciale dans ce domaine n'est certainement pas souhaitable, à l'heure actuelle tout au moins.

Vu, le Doyen
Edgard ALLIX.

Vu, le Président de la Thèse
AMIAUD.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

- Rocquigny (De).** — *Les syndicats agricoles et leur œuvre*, 1900.
- Colliez.** — *Les associations coopératives agricoles*, 1905.
- Nast (A.).** — *Les syndicats agricoles. Etude critique sur la récente jurisprudence de la Cour de cassation et les projets législatifs actuels*, 1909.
- Sagnier (H.).** — *Le crédit agricole en France*, 1911.
- Lyon-Caen et Renault.** — *Traité de droit commercial*, XV^e édit.
- Hayem (H.).** — *Sociétés civiles*, 1911.
- Dix ans de crédit agricole, 1900-1909* (Ministère de l'agriculture).
- Augé-Laribé.** — *Syndicats agricoles et coopératives agricoles*.
- Nast (A.).** — *Principes coopératifs*. 1919.
- Durand (L.).** — *Manuel pratique à l'usage des fondateurs et administrateurs des caisses rurales*, 8^e édit., 1920.
- Lestapis (S. de).** — *Notions élémentaires d'organisation professionnelle agricole*, 1922.
- Videlaine (D.).** — *Le régime fiscal des coopératives agricoles*, Thèse, 1925.
- Dalloz.** — *Manuel des syndicats agricoles, de la mutualité et de la coopération agricoles*, 1925.
- Tardy (L.).** — *L'organisation actuelle des établissements nationaux de crédit agricole et l'organisation du crédit agricole international*, 1926.
- Nast (A.).** — *Code de la coopération*, 1928.

La coopération agricole. — *Institut international d'agriculture* : 1^{er} volume, 1931.

Documents de la caisse nationale de crédit agricole, (formules-types de statuts de coopératives agricoles, de sociétés agricoles d'intérêt collectif agricoles, notices sur le crédit agricole).

Périodiques

Tardy (L.). — *La coopération dans l'agriculture française*, III^e Congrès national du crédit agricole, 1909.

— *Le crédit et la coopération agricoles en France*, « Le Musée social, n^o 9 » 1911.

— *Les principes de la coopération et le régime juridique des sociétés coopératives agricoles*, « Le Musée social », n^o 8, 1927.

— *Le régime juridique et fiscal des coopératives agricoles*. Académie d'agriculture de France (séance du 9 janvier 1929).

— *Conférence sur le crédit aux horticulteurs*, 1933.

Bulletin de l' « Union des caisses rurales et ouvrières à responsabilité illimitée ».

Rapport sur les opérations faites par les caisses régionales de crédit agricole mutuel pendant l'année 1931 (Ministère de l'Agriculture).

Travaux parlementaires

— Proposition de loi portant fixation du statut fiscal des coopératives agricoles de production. Chambre des députés, séance du 18 décembre 1930 (présentée par M. P. Blanc) annexe n^o 4217.

— Proposition de loi concernant le statut fiscal des coopératives agricoles. C. des D. 30 janvier 1931 (M. E. Barthe). annexe n^o 4420.

— Projet de loi sur le statut des coopératives agricoles. C. des D. 28 mai 1931 (M. A. Tardieu), annexe n^o 5034.

- Avis Baudoin-Bugnet présenté au nom de la commission des finances. C. des C. 3 juillet 1931, annexe n° 5518.
- Avis Thureau-Dangin présenté au nom de la commission de l'agriculture. C. des D. 19 janvier 1932, annexe n° 6133.
- Avis Mallarmé présenté au nom de la commission de législation. C. des D. 2 février 1932, annexe n° 6286.
- Proposition de loi sur la coopération. C. des D. 11 juillet 1932 (M. P. Ramadier) annexe n° 466.
- Loi portant fixation du budget *pour l'exercice* 1934. *art. 3 et 4.*

